

le prolétaire

M2414 - 477 - 1 € organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

Autres publications:
« programme communiste »
Revue théorique
« il comunista »
Journal bimestriel en italien
« el programa comunista »
Revue théorique en espagnol

Journal bimestriel
No 477
Juin - Juillet - Août 2005
42^e année - Un expl.: 1 €, 3 FS, £1,
40 DA, 7 DH, 800 F CFA

DANS CE NUMERO

- Le rôle du PCF dans la répression coloniale
- *Sur le fil du temps*. Le Battilocchio dans l'histoire
- Famine et lutte contre la vie chère au Niger

A Londres nouveau massacre de prolétaires Au terrorisme des grands Etats impérialistes répond le terrorisme des fondamentalistes islamistes

Quel que soit le groupe qui les a organisés, les attentats de Londres portent sans aucun doute la marque réactionnaire des mouvements islamistes fondamentalistes. Les cibles de ces organisations confessionnelles bourgeoises ne sont pas les dirigeants des Etats impérialistes qui mènent des guerres de rapine en Afghanistan, en Tchétchénie ou en Irak, mais la population civile, les prolétaires qui utilisent les moyens de transport publics. De même les cibles principales des bombardements et des mitraillages des armées américaines et de leurs alliés anglais, italiens, polonais, espagnols, français, etc., hier en Yougoslavie ou aujourd'hui en Irak sont les civils, les prolétaires, comme ils le sont en Tchétchénie pour les troupes russes ou en Palestine pour les soldats israéliens. Le terrorisme d'Etat exercé par la guerre, l'occupation militaire ou le blocus économique et le terrorisme de mouvements de type islamiste réalisés par des bombes ou des attentats suicide dans des endroits où se concentrent les foules convergent inexorablement pour frapper surtout les masses prolétariennes. Saignés jour après jour par une exploitation capitaliste toujours plus bestiale, les prolétaires servent aussi de chair à canon ou à attentats dans les affrontements inter-bourgeois où le terrorisme répond aux guerres.

Les guerres, conséquence sur le plan militaire de la politique de brigandage impérialiste, sont le moyen avec lequel les impérialismes s'emparent des «territoires économiques» (Lénine) devenus «vitaux» pour préserver leurs profits capitalistes au milieu d'une concurrence internationale toujours plus vive. Le terrorisme des mouvements nationalistes (qu'ils soient laïques ou religieux) est le moyen utilisé par les fractions bourgeoises plus faibles pour résister à la pression écrasante des grands impérialismes: l'impuissance à combattre ces derniers dans une guerre ouverte est ainsi compensée par l'action de petits groupes qui peuvent se fondre dans la population. Les mouvements à base religieuse qui, précisément pour cette raison, mêlent le nationalisme caractéristique de toute bourgeoisie à des traits universalistes réactionnaires, tendent, beaucoup plus que les nationalistes classiques aux objectifs plus ciblés, à frapper indistinctement la masse de la population.

Les massacres de travailleurs et de ci-

(Suite en page 2)

Référendum sur la constitution européenne : UNE VICTOIRE BOURGEOISE

Après le résultat du référendum, les commentateurs, journalistes et satiristes bourgeois se sont déchaînés contre Chirac qui échouerait dans tout ce qu'il fait, tandis que les partisans du non se félicitaient de la victoire «populaire» qui aurait mis en échec les progrès du «libéralisme», les agissements du capitalisme financier international et la construction anti-démocratique de l'Europe.

On pourrait déjà faire remarquer à ces derniers que les places boursières européennes (et internationales) ne se sont guère rendus compte du coup redoutable qui était porté à la Finance, puisque, impavides, elles ont continué leur hausse après l'annonce de la retentissante victoire du non. Quant à la «construction européenne», cette alliance entre Etats bourgeois, elle va continuer sur la voie que la «Constitution» européenne mort-née voulait symboliser avec emphase. Le fameux «plan B», solution en cas d'échec de la ratification, consiste à «faire entrer en vigueur les innovations les plus consensuelles» de cette prétendue «Constitution» (qui n'en était pas une, puisqu'il n'existe pas de super-Etat européen, mais un accord diplo-

matique laborieusement négocié); mais comme le disait plaisamment un responsable de la commission européenne: «le cadavre de la Constitution est encore trop chaud. Il faut attendre au moins un an que la bête ait vraiment refroidi pour la dépecer à l'abri des regards» (1): les millions de bulletins de vote négatifs français et hollandais, ne pèsent rien devant les puissants intérêts qui dans la période actuelle poussent les classes dirigeantes européennes, en dépit de leurs divergences sur tels ou tels points, à serrer les rangs face à leurs concurrents impérialistes.

La défaite des partisans du oui, en dépit d'une puissante campagne d'opinion menée par la grande majorité des médias en sa faveur (reflet du haut degré de concentration capitaliste de ce secteur) a représenté sans aucun doute un camouflet pour le gouvernement Chirac-Raffarin - et pour les partis dits «de gouvernement», de gauche ou de droite: PS, Verts, UMP, UDF; nul doute que Blair ait vu dans l'affaiblissement politique de Chirac et de Schroeder un encouragement pour tenter de faire passer des modifications au budget européen lors récent du sommet de

Bruxelles.

Le désaveu que leurs électeurs ont infligé au PS et aux Verts est un facteur de déstabilisation de ces partis, mais surtout il pose potentiellement un problème pour l'équilibre et le bon fonctionnement du système politique démocratique bourgeois, c'est-à-dire, en dernière analyse, pour le **contrôle politique de la classe ouvrière**. La grande force de la bourgeoisie, disait Engels, est de pouvoir se constituer une opposition crédible: cette opposition permet au mécontentement plus ou moins étendu qui est inévitable sous le capitalisme, surtout parmi les prolétaires, d'être canalisé, d'une manière inoffensive pour le système, vers le remplacement du personnel politique, vers le changement des personnages qui sont au sommet, plutôt que vers une lutte réelle, frontale contre le capitalisme et la classe dirigeante. C'est au fond ce qu'exprimait Fabius lorsqu'il expliquait aux dirigeants socialistes et aux bourgeois qu'il faisait campagne en faveur non «pour ne pas laisser le champ libre à l'extrémisme». La bourgeoisie a besoin

(Suite en page 2)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

A partir de ce n° du «Prolétaire», le petit texte présent sur toutes les publications du parti pour indiquer brièvement ce qui nous distingue est modifié; désormais il se présente ainsi:

Ce qui distingue notre Parti: la ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

MIEUX PRÉCISER CE QUI NOUS DISTINGUE

Le but de cette modification, n'est pas de rectifier des positions que nous jugerions fausses, mais de mieux préciser ce qui nous distingue vraiment, en particulier aujourd'hui où, à l'échelle internationale, il existe une quantité non négligeable de groupes qui paraissent avoir des positions «proches» des nôtres si ce n'est identiques, ou qui se réclament en tout cas d'origines identiques.

Notre courant, la Gauche communiste (dite d'Italie, parce que c'est dans ce pays qu'elle est apparue et qu'elle s'est développée dans le vif d'une lutte des classes acharnée), a été renié, ignoré, calomnié, falsifié pendant des décennies et des décennies non seulement par les bourgeois mais par tous ceux qui prétendaient parler au nom de la classe ouvrière - y compris par ceux qui s'affirmaient révolutionnaires et antistaliniens. Ils ne pouvaient cependant pas complètement réussir dans cette besogne visant à rayer de l'histoire le seul courant qui s'est placé dès l'origine et qui a résisté au travers de toutes les vicissitudes sur des bases intégralement marxistes en repoussant tous les

révisionnismes, toutes les compromissions et tous les reniements. Les thèses, le programme, les luttes politiques et pratiques de la Gauche communiste documentent la **continuité** intransigeante et la **cohérence** théorique qui expliquent la force politique dont elle fait preuve parmi les difficultés de toute nature et qui sont à la base de ses efforts pour maintenir vivante - même dans les périodes où, comme aujourd'hui, elle n'est réduite qu'à une poignée de militants - la continuité organisationnelle nécessaire pour transmettre à la future reprise la lutte de classe prolétarienne «l'organe révolutionnaire» fondé sur de solides bases théoriques et programmatiques.

Le premier «ce qui distingue notre parti» fut rédigé et publié à la suite de la crise de 1951-52 du Partito Comunista Internazionale entre le courant de «Battaglia Comunista» et celui, dont nous nous revendiquons, de «Il Programma Comunista». Il s'agissait d'indiquer de façon synthétique la ligne politique, continue et invariante, sur laquelle la nouvelle organisation entendait se placer, en dehors de tout prurit novateur, activiste et contingentiste: très brève, elle remontait à Marx, à Lénine, à la fondation de la troisième

Internationale et à Livourne 21, à la lutte contre la dégénérescence de Moscou, au refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance, pour définir, en opposition implicite au courant *battagliiste*, les tâches de la période en cours et à venir: «la dure tâche de la restauration de la doctrine et de l'organe révolutionnaire, en dehors de la politique personnelle et électorale».

Ce texte se retrouva dès lors sur tous les organes de presse du parti, dans les différentes langues. Cependant au fil des années, alors qu'apparaissaient de nouvelles générations politiques, le besoin apparut d'en rendre plus explicites les formulations, non pour en changer la substance, mais tout simplement afin de les rendre plus compréhensibles: «Livourne 21» par exemple ne signifiait rien pour les jeunes qui ignoraient que c'était le lieu et la date de la fondation du PC d'Italie! Une nouvelle rédaction fut donc introduite en 1976, et elle a été utilisée jusqu'ici.

Nous n'avons rien à redire à cette rédaction; mais dans les années qui sont suivies de discussions et les crises dans le parti se

(Suite en page 4)

Référendum sur la constitution européenne : UNE VICTOIRE BOURGEOISE

(Suite de la page 1)

d'organisations et de partis de gauche puissants, implantés et influents parmi les travailleurs pour **contrôler** ces derniers. Si le PS, tel qu'il est aujourd'hui, n'arrive plus à jouer ce rôle essentiel que le PCF ne peut plus remplir depuis des décennies, il faudra trouver un réformisme de rechange: les candidats sont nombreux, mais, pour l'heure, divisés et impuissants; l'appel de la soupe est cependant si puissant que **les masques tombent**; on assiste à de spectaculaires réconciliations et à d'édifiants spectacles: caciques sociaux-démocrates à des meetings de la LCR, déclaration de Besancenot à un meeting du PCF selon laquelle son organisation est prête à entrer dans un gouvernement de gauche, flirt de Fabius (qui à un moment avait postulé pour être nommé à la tête du FMI) avec José Bové et les altermondialistes...

LA VICTOIRE DE L'ÉLECTORALISME EST LA DÉFAITE DES PROLÉTAIRES

Au-delà du résultat immédiat du scrutin, le référendum a fonctionné à merveille comme **diversion à la lutte prolétarienne**, et, à ce titre, il a constitué pour la bourgeoisie une grande **victoire**, une victoire sans aucune mesure avec les désagréments causés par la défaite du oui. Alors que les élections européennes sont en général marquées par un fort taux d'abstention, les électeurs ayant conscience qu'*elles ne servent à rien*, ce référendum a connu une forte participation (pratiquement égale à celle du référendum sur Maastricht: presque 70%) qui tranche y compris avec les fortes abstentions des dernières consultations électorales. Les syndicats, le PCF, l'extrême-gauche (des trotskystes aux anarchistes, en passant par ce qui reste du

maoïsme) ont fait tous leurs efforts pendant de long mois pour persuader les prolétaires que leur sort dépendait au moins en partie de l'issue de ce référendum; ils ont fini par les convaincre que leur adversaire était ce projet constitutionnel qui, s'il était adopté, allait ouvrir la voie à des attaques générales contre leurs conditions de vie et de travail: comme si l'exploitation capitaliste dépendait d'un chiffon de papier, comme si elle était déterminée par des textes législatifs et des bulletins de vote! C'est bien la mortelle illusion réformiste, légaliste, démocratique qu'ils se sont tous employés à diffuser avec enthousiasme.

Il ne s'agissait plus pour les travailleurs de lutter ou de se préparer à lutter contre leurs patrons, contre leurs capitalistes, leur gouvernement et leur Etat, contre les attaques quotidiennes que leur infligent ces derniers, mais de se préparer... à voter contre les futures attaques hypothétiques ourdies par des forces étrangères et supranationales: c'est bien le poison du nationalisme qui se trouvait dans cette propagande collaborationniste en faveur de la défense des services publics **à la française** et du modèle social **français**.

Si la participation électorale a été forte, il faut aussi constater que l'abstention a été non négligeable parmi les travailleurs. Selon les enquêtes, le pourcentage d'abstentionnistes a été le plus élevé parmi les couches les plus prolétariennes, parmi les chômeurs, les précaires, les «exclus»: sans qu'il faille bien sûr y voir une adhésion politique aux thèses abstentionnistes révolutionnaires, il est évidemment compréhensible de façon matérialiste que les éléments les plus exploités, les moins «intégrés» dans la société, les moins emprisonnés dans le réseau des amortisseurs sociaux et des filets de la collaboration des classes, sont aussi ceux qui sont **le moins intégrés dans le système politique bourgeois** et ceux sur qui la propagande bour-

geoise sur les bienfaits du système social français a du mal à prendre!

L'influence bourgeoise sur la classe, directe ou par l'intermédiaire du collaborationnisme politique et syndical, a reposé et repose encore sur des **bases matérielles** bien réelles, mais que cependant les difficultés économiques contraignent le capitalisme à réduire peu à peu mais inexorablement, par les «réformes» qui se succèdent les unes aux autres. Il ne s'agit pas de rêver à l'impossible retour d'un âge d'or du capitalisme (qui en réalité n'a existé que pour les bourgeois), humain, démocratique et social comme le font les réformistes de tout poil, mais de comprendre que le capitalisme lui-même travaille objectivement à la réapparition de grandes flambées de luttes entre les classes en durcissant ses attaques antiprolétariennes.

En début d'année les directions syndicales s'étaient senties obligées d'organiser des journées d'action et des manifestations où s'exprimait, à leur corps défendant, une certaine combativité, afin de laisser s'exprimer le mécontentement croissant des travailleurs. Mais en même temps elles poussaient à la diversion référendaire (avec l'appui des syndicats contestataires SUD ou CNT) et dès que celle-ci commença à prendre parmi les masses, elles mirent fin avec soulagement à ces journées et à ces manifestations: faire semblant de lutter, ce qui comporte toujours le risque d'être pris au mot, n'était plus nécessaire puisqu'il fallait voter...

Le référendum a eu ainsi comme premier résultat de donner à la bourgeoisie française quelques mois de trêve sociale bien utile alors que commençaient à s'accumuler les nuages sur ce front à la suite de la dégradation des conditions de travail, de l'augmentation de la précarité et de la hausse du chômage.

La victoire du non, du fameux «non de gauche» en particulier (voire du «non de classe» pour les plus exaltés des électoralistes), a-t-elle au moins en quelque façon fait reculer ou freiné les capitalistes, ou à défaut mis les prolétaires dans une meilleure position pour les combattre? Il n'en a rien

été. Le nouveau gouvernement, censé avoir entendu «les demandes des français» et mis en place pour y répondre, est, comme son prédécesseur, un gouvernement de lutte antiprolétarien qui répond aux demandes des patrons et des capitalistes et pas aux bouts de papier déposés dans les urnes. Sous le prétexte de la lutte contre le chômage, il pousse à une précarisation accrue des travailleurs (d'abord dans les petites entreprises, mais c'est un début), il s'attaque aux chômeurs (quoique pas de façon aussi sévère que le préconisait à dessein le MEDEF, ce qui permet aux syndicats de se dire soulagés), il tend à durcir le contrôle de l'immigration et à faire la chasse aux sans-papiers - au nom de la défense du travailleur français face à la concurrence du travailleur étranger! Toutes ces mesures, que le gouvernement entend en outre mettre en application très rapidement, par la voie des ordonnances, ne pouvaient susciter aucune réaction d'une classe ouvrière anesthésiée par l'opium électoral et désarmée par ceux qui criaient à sa victoire dans les urnes...

Le bilan de cette campagne référendaire et du référendum lui-même est la **démonstration pratique** des thèses anti-électorales marxistes: la trompeuse voie électorale (selon laquelle ce sont les bulletins de vote qui déterminent la politique des Etats et les modalités de l'organisation économique), l'illusoire terrain démocratique (où tous les individus seraient égaux), ne servent qu'à la bourgeoisie.

S'il veut se défendre, défendre ses intérêts de classe, le prolétariat ne doit pas se placer sur ce terrain et utiliser cette voie, mais **rompre** avec lui et se placer sur le terrain de la lutte entre les classes, utiliser la voie de l'**organisation** exclusive de classe, sur le plan de la défense immédiate comme sur le plan politique (parti) dans la perspective de la lutte directe contre la classe ennemie, son mode de production et tout son système politique, institutions et partis divers!

(1) «Le Figaro», 18-19/06/2005

A Londres nouveau massacre de prolétaires Au terrorisme des grands Etats impérialistes répond le terrorisme des fondamentalistes islamistes

(Suite de la page 1)

vils sans défense sont caractéristiques de la réaction bourgeoise: c'était hier le cas pour les attentats de New-York, pour ceux de Madrid ou de Moscou, c'est vrai aujourd'hui pour ceux de Londres.

Le massacre de Londres survient à un moment où les contrastes entre les Etats impérialistes qui dirigent le monde ne tendent pas du tout à se résorber, mais au contraire à s'aggraver. La guerre en Irak met la politique anglo-américaine en difficulté; non seulement les troupes d'occupation n'arrivent pas à stabiliser la situation, mais la guerre a ouvert en grand la porte au terrorisme fondamentalisme islamiste. Ce qui était présenté comme une guerre préventive dans la lutte contre le dit «terrorisme international» était en fait une guerre de rapine qui a suscité et suscite les réactions terroristes. Les soldats américains, anglais, italiens, polonais qui sont morts en Irak sont tombés dans une opération de pur **brigandage impérialiste** (rappelons par exemple qu'il n'y a eu aucune déclaration de guerre ni aucune justification même sur le seul plan du droit bourgeois international), dans une manifestation particulièrement éclatante de **terrorisme d'Etat** s'exerçant dans deux directions: la première, directement, envers l'Irak aux gigantesques ressources pétrolières et à la position stratégique au Moyen-Orient; la deuxième, indirectement, envers les autres Etats du

monde et surtout leurs alliés occidentaux pour qu'ils se rangent derrière l'alliance Washington-Londres.

Au terrorisme grand bourgeois de Washington, Londres et leurs partisans, répond le terrorisme des groupes nationalistes qui luttent pour les mêmes objectifs économiques et politiques: la possession des ressources pétrolières, le contrôle du pays et de ses frontières qui signifie aussi la disponibilité de la force de travail des millions de prolétaires irakiens.

NON À L'UNION SACRÉE !

Après les attentats de Londres, les dirigeants bourgeois lancent comme à chaque fois l'appel à l'**union sacrée**, à l'union de tous les «citoyens» pour la lutte «commune» contre le terrorisme, dans la lutte de la «civilisation» contre la «barbarie», dans la lutte contre les actes «anti-chrétiens», comme l'a dit le nouveau pape. Aux prolétaires qu'ils exploitent jusqu'à la corde dans leur travail, qu'ils briment quotidiennement et à qui ils réservent misère et précarité croissantes, aux prolétaires qu'ils font tomber dans des accidents du travail et qu'ils jettent sur le pavé quand ils ne peuvent plus les exploiter, qu'ils entassent dans des mouroirs quand ils sont trop vieux, aux prolétaires qui ne comptent pour rien dans toutes les décisions prises par les gouvernements sur tous les plans, les bourgeois demandent ainsi d'oublier leurs intérêts et leurs besoins

propres pour s'unir au nom de la patrie avec ceux qui s'engraissent sur leur dos!

L'appel à la **solidarité nationale** que lancent tous les gouvernements bourgeois, de Blair à Bush, de Berlusconi à Chirac, de Schroeder à Poutine et à Zapatero, est le piège classique que tend la bourgeoisie aux prolétaires quand elle est en difficulté. Chaque fois qu'il y a succombé, le prolétariat a pu constater que sa situation d'exploité n'était en rien améliorée et que seuls les bourgeois tiraient profit de ses sacrifices.

Les prolétaires doivent se libérer de la pression idéologique et matérielle exercée sur eux par la bourgeoisie à travers les milliers de canaux dont elle dispose, les plus puissants étant ceux de la **collaboration des classes** et de la **concurrence entre travailleurs**; les bourgeois organisent systématiquement celle-ci en fragmentant la classe prolétarienne en mille catégories, en instituant et en alimentant les divisions nationales, raciales, religieuses, de sexe et de corporation.

Les coups reçus dans les attentats terroristes ne sont pas différents des coups reçus dans les guerres où ils sont obligés de participer, ni de ceux reçus dans le cadre du travail salarié aux rythmes toujours plus épuisants et aux conditions toujours plus néfastes pour la santé ou dans la misère et la marginalisation du chômage auquel les contraint le capitalisme.

Il n'y a pas d'intérêts communs entre prolétaires et bourgeois, ni sur le plan immédiat, ni sur le plan politique plus général. Les prolétaires doivent réserver leur solidarité aux seuls prolétaires, quelle que soit leur race ou leur nationalité. Toute solidarité que demandent les bourgeois, quel qu'en soit le prétexte, doit être **refusée** par les prolétaires parce que ce n'est toujours qu'une solidarité envers des intérêts bourgeois, des profits bourgeois, des propriétés

bourgeoises, des Etats bourgeois. Les intérêts, les profits, la propriété, les lois ou l'Etat bourgeois ne servent **jamais** aux prolétaires; ils sont toujours **contre** les intérêts et les besoins prolétariens.

Le prolétariat ne pourra jamais lutter contre le terrorisme bourgeois en commun avec les bourgeois ou sous leur direction. Il ne pourra lutter contre le terrorisme bourgeois que dans le cadre de sa lutte de classe contre la bourgeoisie, contre les intérêts, les profits, la propriété et l'Etat bourgeois. Sans cette lutte de classe il n'y a aucune possibilité de lutter contre aucun des innombrables maux que cause en permanence le capitalisme. En rompant avec l'idéologie nationale et démocratique bourgeoise, en rompant avec la collaboration des classes promue par toutes les variétés du réformisme politique et syndical, en revenant à la défense de ses intérêts exclusifs de classe, le prolétariat libérera sa force et trouvera toute l'énergie nécessaire à sa lutte de classe pour **détruire définitivement la sanglante civilisation du capital**.

(15 / 07 / 2005)

« Il Comunista » n° 96 (Bimestrale) Luglio 05 Nell'interno

- Distingue il nostro partito • Sul rinnovo contrattuale del pubblico impiego • A proposito di Cefalonia. La propaganda borghese dell'«orgoglio nazionale» • Peculiarità dell'evoluzione storica cinese • Sulla questione parlamentare e sulle ragioni del nostro astensionismo (II) • Le battaglie di classe della Sinistra comunista. 1923. Il processo ai comunisti in Italia. Il governo fascista prende di mira militanti ed esponenti del partito comunista d'Italia, allora guidato dalla Sinistra (3) • Una parola su fecondazione assistita e referendum

LE RÔLE DU PCF DANS LA RÉPRESSION COLONIALE

Dans le précédent n° du «Proletaire» nous avons rappelé comment en mai 45 le PCF, alors au gouvernement, avait approuvé la répression sanglante contre les populations algériennes du Constantinois et contre les militants des partis anticolonialistes algériens (certains membres locaux du PC algérien participant même aux massacres de civils désarmés).

Nous écrivions que cinquante ans après, ce parti, voué corps et âme à la défense de l'impérialisme français, cachait toujours la réalité de son **soutien aux crimes coloniaux**. Pour le cinquantième anniversaire de l'insurrection de la Toussaint 54, Marie-Georges Buffet affirmait ainsi sans honte dans un discours: «Lorsqu'éclate l'insurrection (...) seul le PCF, comme force politique, marqué par un combat anticolonial identitaire, est engagé dans le mouvement qui conduira à l'indépendance. (...) Le sens que donnaient alors les communistes à leur action était d'agir avec des mots d'ordre contre le colonialisme, susceptibles de faire réfléchir et des rassembler largement, et si possible des majorités. Rassembler pour la paix en Algérie parce que refuser la guerre c'était indissociablement exiger comme alternative une solution politique négociée avec les Algériens (...)».

Le mensonge est flagrant, en dépit des contorsions du discours: lorsqu'éclate l'insurrection et pendant de nombreuses années encore, le PCF est en réalité engagé, non dans le soutien à l'indépendance, mais dans le **soutien à la domination coloniale** dans le cadre d'une «Union Française» évidemment démocratique, etc; il donne son appui au gouvernement colonialiste de Guy Mollet qui intensifie la guerre en Algérie; il fait tout son possible - et il y réussit malheureusement - pour empêcher toute union entre prolétaires français et algériens et s'oppose à toute action de sabotage ou d'opposition réelle à la guerre.

Et quand, la guerre devenant de plus impopulaire, il se décide à mobiliser les masses, c'est uniquement pour «la paix» et «la négociation». Il finira donc, comme c'était logique, par soutenir de Gaulle, le négociateur de la paix avec le FLN et le sauveur de la République face aux «ultras» de l'OAS...

«Bien sûr», reconnaissait benoîtement la dirigeante du PCF, «il y eut des succès et des échecs, des hésitations et des débats (...) des

erreurs» - la seule indiquée étant le vote des «pouvoirs spéciaux» à Guy Mollet (qui s'en servit immédiatement pour rappeler les réservistes); mais, concluait-elle, «de ce combat, avec la lucidité qu'il impose, nous pouvons être fiers» (1). Sans commentaires...

En raison de l'importance donnée par les médias au soixantième anniversaire des massacres du Constantinois après les déclarations de l'ambassadeur de France en Algérie, le PCF a été cependant contraint de présenter une défense un peu plus argumentée; nous ne sommes plus à l'époque du stalinisme triomphant où il suffisait de dénoncer comme provocateurs tous les critiques. Le PCF a fait appel à l'«historien Alain Ruscio», qui a l'avantage de présenter une apparence impartiale et objective, quasiment scientifique! Mais cette apparence s'écroule aussitôt.

L'individu vient de commettre un énorme pavé, «La question coloniale dans "L'Humanité" (1904 - 2004)», où il a reproduit une sélection d'articles du journal sur ce sujet. On peut sans doute y retrouver quelques uns des articles les plus pro-colonialistes (mais aucun article par exemple sur les interventions militaires impérialistes à l'époque récente des gouvernements de gauche); mais tout en étant condamnés ou déplorés par l'auteur, ces articles sont toujours soigneusement encadrés d'une présentation et de notes qui s'emploient à les excuser ou à les présenter comme des «erreurs» en contradiction avec la position réelle du parti.

Donnons une illustration: la démolition à coups de bulldozer d'un foyer de travailleurs immigrés par des militants du PCF à Vitry en 1980 est ainsi présentée comme une erreur: «en s'accrochant, pour le moins maladroitement (sic!), à la thèse de la machination anticomuniste (...) le PCF a commis une erreur politique... qui lui a coûté cher. C'est pour longtemps l'image d'un PC fraternel, internationaliste (re-sic!) qui a été écornée. La façon violente dont les directions locale, fédérale, (probablement) nationale ont traité un problème, à l'origine réel (re-re-sic!), a détruit des années d'efforts antiracistes (!!!) en particulier dans la communauté immigrée ou issue de l'immigration et auprès de la jeunesse radicale. La généralisation est certes injuste».

Il ne s'agissait pas de maladresse ou de méthode mauvaise pour traiter un «problème réel», mais de la traduction pratique du **social-chauvinisme** pour qui les travailleurs étrangers sont effectivement un problème et un danger, social-chauvinisme dont le PCF a été l'incarnation et le propagateur principal au cours de ses trop longues années d'efforts **antiprolétaires**.

Pour ce qui est du soutien du PC à la répression dans le Constantinois, elle est relativisée dans son livre par Ruscio (qui invoque aussi la faiblesse de l'information disponible par «L'Humanité») avec un jésuitisme que nous laissons le lecteur apprécier: «Le journal communiste adopte une thèse habituelle pour l'époque. La France nouvelle est en train de l'emporter avec l'aide des alliés. Toute opposition à cette marche en avant ne peut être que le fruit d'un complot ourdi par les derniers partisans, avoués ou honteux, du fascisme. (...) La sécession serait, dans les conditions du moment, un drame. Seuls les vichystes y pensent. En Algérie, le PCF semble craindre par dessus tout, alors, que cette région serve de base à une contre-attaque de la réaction. Le 25 février 1945, le quotidien communiste titre: "l'Algérie deviendra-t-elle la Vendée de la France nouvelle?". Le parallèle avec la République napoléonienne menacée par les royalistes, avec l'aide de l'étranger, est édifiant».

Bien évidemment, le PCF ne croyait pas le moins du monde à la menace d'une Vendée algérienne, à des complots ourdis par des crypto-fascistes - parmi les victimes du colonialisme! - pour s'opposer à ce qui aurait été une nouvelle révolution nationale fran-

çaise. Ce n'étaient là que des arguments de grossière propagande pour faire passer auprès des prolétaires sa défense de l'impérialisme et du colonialisme français, rebaptisés dans le jargon stalinien du moment «la France nouvelle» et pour combattre les velléités des masses algériennes à entrer en lutte pour leur émancipation en les accusant de faire le jeu du fascisme.

* * *

Dans «L'Humanité» du 9 mai, Ruscio, appelé à la rescousse, présente donc sa défense du PCF: «Dans la longue série des luttes des communistes contre le colonialisme français, il est des moments forts, inscrits désormais dans l'histoire du pays (?), de la guerre du Rif à l'encadrement des premiers mouvements d'immigrés, en passant par les guerres de décolonisation. Mais il subsiste de grands points d'interrogation de cette histoire. Dont l'attitude lors de la tragédie de mai 1945 en Algérie. Les communistes ont-ils bien saisi la nature du drame, l'ont-ils analysé pour ce qu'il était, comme un crime colonial? On sait bien que non».

Remarquons que jusqu'à présent, ni les lecteurs de «L'Humanité», ni les auditeurs de Mme Buffet n'en savaient rien! D'autre part si lors de la guerre du Rif (Maroc) en 1925, le PCF, non sans hésitation et sans oscillations, mena effectivement une campagne anticolonialiste, ce ne fut là qu'un épisode exceptionnel dans son histoire. Dans le cadre de l'alliance de Front Populaire avec le Parti Socialiste et le Parti Radical, le PCF abandonna du jour au lendemain l'anticolonialisme (qui avait été stipulé comme une obligation par l'Internationale communiste des premières années). Il rompit avec l'Etoile Nord-Africaine (ENA), l'ancêtre des organisations indépendantistes algériennes, mais à base prolétarienne et née sous ses auspices, parce que celle-ci ne renonçait pas à son agitation anticoloniale. Après la victoire du Front Populaire, le PCF mena campagne contre l'ENA, qui avait pourtant adhéré à ce dernier et mis en conséquence en sourdine ses positions indépendantistes: la Conférence nationale du PC de fin 36 appelait à la répression contre l'ENA. Il accepta donc sans broncher la dissolution de celle-ci par le gouvernement Blum en janvier 37. Le 27 août de la même année, Messali Hadj et d'autres dirigeants de l'ENA qui avaient constitué une nouvelle organisation, le Parti du Peuple Algérien, étaient arrêtés: le PCF salua cette répression d'«auxiliaires du fascisme», collaborant «avec les fonctionnaires et maires fascistes» pour mener «leur oeuvre de division du peuple algérien qu'ils voulaient dresser contre le peuple de France» (2). Dans d'innombrables déclarations le PCF affirma la nécessité de maintenir l'union des colonies avec la France (position qu'il maintiendra pratiquement jusqu'à ce que les indépendances aient été arrachées dans le sang par les révolutions anticoloniales) ce qui fit dire à un militant communiste algérien: «le danger de la pénétration d'une idéologie nationaliste dans le parti est possible, mais ce qui est certain, c'est qu'avec le Front Populaire, le préjugé colonialiste est entré réellement dans le parti» (3).

Il n'en sortira plus. Ce sont les mêmes arguments et les mêmes calomnies, les mêmes appels à la répression et les mêmes soutiens à celle-ci qui seront employés par le PC après la guerre, comme nous l'avons vu dans le précédent article: son attitude face aux événements du Constantinois est la traduction de son orientation pro-impérialiste déjà dénoncée une décennie auparavant par les militants anticolonialistes algériens, attitude criminelle qui rejetait les prolétaires algériens dans les bras de leur bourgeoisie nationale.

Ruscio serait bien en peine de justifier tout cela; il préfère donc faire le silence pour se concentrer sur un point de détail: l'accusation selon laquelle Tillon, ministre PCF de l'aviation au moment de la répression du Constantinois, serait responsable des bombardements aériens contre les villages algériens. Nous n'avons pas repris cette accusation dans notre article, car il s'agissait du ministère de l'aviation civile et non du ministère des Armées (un des ministères de «souveraineté», comme la police ou les Affaires étrangères que la bourgeoisie n'a jamais voulu laisser entre les mains de son valet stalinien): la question de la complicité politique du PCF avec la répression était de toute façon suffisamment établie par le seul fait

de la participation à ce gouvernement, à quelque poste que ce soit.

Mais Ruscio entend démontrer la non culpabilité de Tillon dans les bombardements et pour cela il produit triomphalement un témoignage tiré des archives du PCF: le 18 mai 45, Marty, membre de la direction du PC (Bureau Politique), affirme à une réunion du Comité Central: «Hier à 6 heures du soir nous avons fait prévenir le ministère de l'Air et son chef de cabinet, membre du parti, que l'aviation en Algérie était en train de bombardier et mitrailler depuis 10 jours (...) et que la majorité des 6000 morts arabes étaient dus à l'aviation française. Or le ministre ne le savait pas parce que les télégrammes envoyés ne lui étaient pas remis, de manière que le ministre ne puisse pas intervenir...».

Que prouve en réalité ce témoignage, sinon que selon les déclarations même des dirigeants du PCF, les bombardements étaient bien au moins en partie de la **responsabilité** du ministère Tillon, puisque celui-ci aurait pu intervenir à leur sujet?

Mais l'**aveu** véritable se trouve dans la fin de la phrase: «...alors que le gouvernement avait décidé que l'aviation devait simplement servir comme démonstration et sans tirer»: la décision de faire intervenir l'aviation (et probablement en même temps de la Marine et de l'Armée) avait donc été prise en parfaite connaissance et **en commun accord** par tous les membres du gouvernement, ministres du PCF compris!

L'explication selon laquelle le gouvernement aurait décidé de faire donner les chasseurs bombardiers de l'armée de l'air sans qu'ils tirent ni bombardent (véritable fable pour enfants!) était à l'évidence une version destinée à prévenir les doutes éventuels des cadres du PCF sur la responsabilité de leur parti dans les atrocités de la répression; preuve en est, si besoin, dans le fait qu'apparemment, Marty n'a pas protesté dans cette même réunion contre les actions de la Marine et de l'Armée, en affirmant que le gouvernement avait décidé que les navires tirent à blanc ou que les soldats se contentent de défiler en fanfare devant les populations...

Non seulement donc le PCF avait appelé publiquement à «châtier impitoyablement» les auteurs des émeutes du Constantinois, comme le sait bien qui lit autre chose que «l'Humanité», mais Ruscio nous donne la preuve qu'il a participé à l'organisation de la répression qui devait faire des dizaines de milliers de morts!

En juillet 1919, au moment de la fondation de l'Internationale communiste, Lénine écrivait:

«On ne saurait tolérer que certains condamnent l'impérialisme en paroles, et qu'en fait ils ne mènent pas une lutte révolutionnaire pour affranchir les colonies (et nations dépendantes) de leur propre bourgeoisie impérialiste. C'est de l'hypocrisie. C'est la politique des agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier. Les partis [socialistes - NdlR] anglais, français, hollandais, belge, etc. hostiles à l'impérialisme en paroles, mais qui en réalité n'engagent pas une lutte révolutionnaire à l'intérieur de «leurs» colonies pour renverser «leur» bourgeoisie, qui n'aident pas systématiquement le travail révolutionnaire, déjà amorcé partout dans les colonies, qui n'y introduisent pas des armes et de la littérature pour les partis révolutionnaires des colonies, ces partis sont des partis de gredins et de traîtres» (4).

Le PCF et ses ministres «introduisaient», eux, les armes et les soldats de l'impérialisme pour réprimer les insurgés. Comment les qualifier autrement que le faisait «l'Ouma», organe de l'ENA, en 1937: «vous avez pris la place de l'impérialisme et vous êtes devenus des chauvins de la pire espèce, alliés du colonialisme!» (5).

(1) «L'Humanité», 1/11/2004.

(2) «L'Humanité», 26/8/37, cité dans «Le Mouvement social» n°78 (janvier-mars 1972)

(3) Cité (pour s'en indigner) par les «*Cahiers du Bolchevisme*», organe théorique du PCF, mars 1939. Ibidem.

(4) Oeuvres, tome 29, p. 510.

(5) «Ils nous ont trahi», n° spécial «La dissolution de l'Etoile Nord Africaine». cf «L'ENA. 1926-1937» Ed. O.N.I, Alger 1984, p. 83.

« Il Comunista »

n° 95 (Bimestrale) Maggio 05
Nell'interno

● Iraq: guerra di rapina e di spartizione ●
● rinnovo del contratto dei metalmeccanici. I sindacati tricolori si "riunificano" nella misera richiesta salariale, ma rispondono innanzitutto alle esigenze del mercato e dei padroni
● Lontani e contro l'oscuro mercato dei voti
● Sulla tragedia delle foibe ● Rosso contro tricolore ● Sulla crisi prolungata della classe proletaria e sulle sue possibilità di ripresa ● La prospettiva storica della rivoluzione proletaria e comunista è confermata nella «invarianza» storica del marxismo, nonostante l'assalto delle mille varianti borghesi della conservazione sociale ● «Il comunista» 2004. Indice degli articoli ● Papa e «lutto nazionale» - Pellegrini: ...pagherete caro ...pagherete tutto ● Violenza e stadi ● Disastro della Moby Prince, come Ustica ● Beslan: resti e discarica ● Afghanistan: Kabul, capitale di un narcostato ● Tsunami del sud-est asiatico: aiuti e gioco delle 3 cartel 4 paesi più devastati dallo tsunami del 26 dicembre ● Quale risultato per la classe dei proletari dopo l'ennesimo sciopero generale indetto dai sindacati tricolori? ● Sul filo del tempo. OMICIDIODEI MORTI ● Iraq. Elezioni sottooccupazione militare ● Il muro israeliano: un affare d'oro per i borghesi palestinesi ● In margine al cosiddetto «giorno della memoria». La scritta «ARBEIT MACHT FREI» - «il lavoro rende liberi», potrebbe essere affissa all'entrata di ogni azienda capitalistica ● Giustizia borghese all'opera per la strage del Petrochimico di Marghera ● Breda, Sesto San Giovanni: gli operai sono morti per l'amianto, i responsabili della fabbrica possono vivere allegramente

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

(Suite de la page 1)

centrèrent sur des questions de grande importance, tant de tactique que d'organisation, dans une période marquée par la fermeture du cycle des révolutions bourgeoises, par l'attaque des conquêtes syndicales et sociales antérieures, par l'apparition et l'évolution de groupes politiques d'extrême gauche et extraparlementaires, la naissance de groupes de lutte armée (type Brigades Rouges), la répression légale (ce que nous avons appelé le blindage de la démocratie) ou extralégale (attentats néofascistes), alors que continuaient à régner l'idéologie et la praxis de la **démocratie**. Les discussions sur les revendications transitoires se croisaient avec la question des mobilisations antifascistes, l'analyse des groupes extraparlementaires touchait la question de la perte d'influence des organisations syndicales, la question du terrorisme se mêlait à la question de l'auto-défense prolétarienne et sur le plan organisationnel à la nécessité de se protéger d'éventuelles répressions policières.

Il est toujours nécessaire de faire un bilan des crises du parti, quelles que soient leur nature, comme la Gauche l'a montré lors de sa lutte au sein de l'Internationale communiste et par la suite. Cela était indispensable pour reconstituer une organisation sur des bases solides après la guerre, comme ce l'était après la crise explosive du début des années 80.

Sur cette nécessité de tirer le bilan des crises du parti, nous nous sommes heurtés non seulement aux liquidateurs proprement dits qui avaient évidemment une orientation différente puisqu'ils remettaient ouvertement en cause nos orientations générales, mais aussi à un groupe de camarades prétendant défendre la continuité au moyen d'expédients formels et personnalistes, jusqu'à demander à la justice bourgeoise de défendre leur «titre de propriété» du journal (*Il Programma Comunista*)! Liquidateurs eux aussi du parti, ils théorisèrent deux faits d'une grande gravité pour qui se prétend être un continuateur de la Gauche communiste:

1) Inutilité de faire un bilan de la crise du parti, due selon eux à la seule intrusion d'une «clique» étrangère: il suffit d'en être débarassés et de «reprenre le chemin».

2) Reconstitution de l'organisation dans

la seule Italie en abandonnant à leur sort les militants des autres pays, en attendant d'être assez fort pour reprendre des contacts internationaux.

La crise était donc réduite à une banale question de personnes, **non politique**; et l'internationalisme revendiqué en paroles était renié dans les faits au profit de la construction du parti dans un seul pays...

Le parti au fond ne se trouve jamais devant des questions «nouvelles», «inconnues», sauf peut-être dans des situations historiques de grands bouleversements sociaux et politiques. La situation sociale et politique peut changer, les rapports de force entre les classes peuvent se modifier, les points centraux du programme communiste, eux, ne changent pas: c'est bien pourquoi le programme ne doit pas être continuellement modifié, discuté et adapté à l'actualité du jour. Après la crise des années 80 qui avait vu des militants remettre complètement en cause ce programme, s'attaquer de fait non à des points marginaux et secondaires, mais des points centraux de celui-ci, il était à l'évidence nécessaire et urgent de faire un travail de bilan, en affrontant en particulier les problèmes tactiques et organisationnels qui avaient servi de détonateur à la crise. Les crises du parti sont toujours liées à son activité, c'est-à-dire à sa tactique et à son organisation.

Les deux décennies qui se sont écoulées depuis lors n'ont pas diminué l'importance et la valeur de ce bilan. La situation du prolétariat aujourd'hui, en particulier dans les pays capitalistes les plus développés, reste encore une situation de paralysie de ses grandes masses, encore sous l'emprise du réformisme et du collaborationnisme interclassiste.

Cette situation ne nous donne pas la possibilité de démontrer en pratique aux prolétaires que nous sommes sur la voie juste, de démontrer sur la base de faits importants que nous avons mené et que nous menons une lutte politique correcte contre les divers reniements ou les diverses capitulations des groupes qui se réclament d'une façon ou d'une autre de la Gauche communiste. Les faits sur lesquels nous pouvons nous appuyer sont si rares ou de portée si limitée en l'absence de reprise de la lutte de classe, que nous devons par force nous référer aux luttes du passé: mais celles-ci sont

ressenties par les masses prolétariennes comme ne les concernant pas. Il peut s'écouler une longue période au cours de laquelle les prolétaires ne perçoivent pas la justesse des analyses, des indications, de l'activité du parti.

Ce n'est évidemment pas une raison pour se réfugier dans une tour d'ivoire, pour abandonner l'activité au contact de la classe ouvrière, car viendra le moment où cette activité se révélera **vitale** pour le prolétariat. Le travail «gris» et «obscur» que nous menons aujourd'hui, en faisant tous nos efforts pour rester liés au **fil du temps** marxiste est indispensable pour demain.

L'histoire nous apprend que les situations «objectivement révolutionnaires» peuvent se présenter de manière brusque et accélérée, comme si elles arrivaient à l'improviste, dans la mesure où le prolétariat peut être précipité de façon très rapide dans un affrontement à mort avec la classe dominante.

Mais l'histoire nous apprend aussi que la victoire de la révolution est impossible en l'absence du parti, du parti solidement organisé et politiquement assuré, capable de diriger le mouvement prolétarien révolutionnaire. Ce parti ne s'improvise pas, il doit être préparé de longue main surtout sur le plan du programme et de la théorie, donc dans les périodes contre-révolutionnaires comme aujourd'hui.

Travailler à la formation du parti comme organe dirigeant de la révolution communiste future nécessite la continuité théorique, programmatique et politique avec le mouvement communiste international; mais cette continuité n'est possible que sur la base des leçons tirées des contre-révolutions et de l'histoire des partis ouvriers: pour diriger demain le prolétariat, le parti devra avoir compris ce qui s'est passé hier. L'effort pour arriver à assimiler le marxisme, pour agir conformément à lui dans les diverses situations, ne peut pas donner automatiquement des résultats, il est inévitablement difficile et laborieux, surtout dans les périodes de contre-révolution où les révolutionnaires sont à contre-courant, sans le soutien d'une puissante lutte prolétarienne. Il ne peut pas ne pas prendre l'aspect d'une lutte contre des positions, des attitudes ou des théorisations erronées, contre des déviations ou des dégénérescences; et le résultat de ces luttes elles-mêmes constitue une leçon et un acquis à défendre.

Comment le parti peut-il au mieux se préparer à lutter contre les possibles déviations et dégénérescences, ou résister à celles qui surgissent?

L'erreur banale serait de croire qu'il pourrait exister des garanties de type formel, constitutionnel ou organisationnel. Selon notre mouvement: «*les partis communistes doivent réaliser un centralisme organique qui, avec le maximum possible de consultations de la base, assure l'élimination spontanée de tout regroupement tendant à se différencier. On ne peut obtenir cela à coups de prescriptions hiérarchiques formelles et mécaniques, mais, comme le disait Lénine, par une juste politique révolutionnaire. Ce n'est pas la répression, mais la prévention du fractionnisme qui est un aspect fondamental de l'évolution du parti. Il est absurde, stérile et extrêmement dangereux de prétendre que le parti et l'Internationale sont mystérieusement assurés contre toute rechute dans l'opportunisme ou toute tendance à y retomber. Ces effets pouvant au contraire provenir soit de changements de situation, soit du jeu des traditions social-démocrates résiduelles, on doit admettre, pour résoudre nos problèmes, que toute différenciation d'opinions non réductible à des cas de conscience ou à un défaitisme individuels, peut se développer utilement pour préserver le parti de dangers graves.*

Si ces dangers se précisaient, la différenciation prendrait inévitablement mais utilement la forme du fractionnisme. Cela pourrait conduire à des scissions, non pas pour la raison enfantine que les dirigeants auraient manqué d'énergie dans la répression, mais uniquement parce que la maudite hypothèse d'une faillite du parti et de son asservissement à des influences contre-révolutionnaires se serait vérifiée» (1).

Les «garanties» contre les crises internes, contre les erreurs et les déviations, ne peuvent être donc que **politiques**; elles ne peuvent se trouver que dans le rappel constant du programme et des principes, dans les enseignements que le marxisme a tiré des expériences passées, des succès comme des échecs, et sur une politique juste, fondée sur la plus grande **cohérence** possible entre le programme, les principes organisationnels et la tactique.

C'est ce qu'essaye d'expliquer, dans le cadre limité qui est le sien, le texte «ce qui nous distingue».

(1) cf «Thèses de Lyon», point V in «Défense de la continuité du programme communiste», Textes du PCInt n°7, p. 122.

Sur le Fil du Temps

LE BATTILOCCHIO DANS L'HISTOIRE

Dans ce Fil du Temps publié sur l'organe d'alors du parti (*Il Programma comunista* n° 7 / 1953), Amadeo Bordiga s'attaque à l'idée proprement antimarxiste, antimatérialiste, selon laquelle ce sont les grands hommes qui font l'histoire. C'est là d'une conception typiquement bourgeoise, même si elle a connu peut-être ses plus grandes et ses plus obscures manifestations dans des pays qui se disaient «socialistes», de la Russie de Staline à la Chine de Mao. Ce «culte de la personnalité» signait en fait la nature bourgeoise de ces pays: le «socialisme romantique» n'est rien d'autre que du capitalisme.

Nous publierons dans les prochains numéros du «Prolétaire» d'autre Fils sur le même thème, la lutte pour la conception matérialiste et contre l'idéalisme et l'individualisme bourgeois, restant d'actualité tant que ne seront pas déracinés les facteurs sociaux qui les engendrent, à savoir le mode capitaliste de production et d'échange.

Récemment, à propos de l'appréciation marxiste de la révolution russe, nous avons cité la phrase d'Engels: «*Le temps des peuples élus est révolu*». Il n'y aura probablement pas grand monde pour rompre des lances en faveur de la thèse opposée, car elle n'a guère porté de chance au nazisme allemand et non plus aux Juifs, qui paient très cher leur incroyable entêtement plurimillénaire dans le racisme: écrasés d'abord par la fureur aryenne d'Hitler, puis par l'affairisme impérial des Britanniques, aujourd'hui par l'inexorable appareil soviétique, ils le seront demain, probablement, par la politique des Etats-unis, cosmopolites et tolérants en paroles, mais qui se sont déjà fait les dents sur

les Noirs.

Il sera beaucoup plus difficile de faire admettre que ce n'est plus le temps des individus élus, des «hommes providentiels» - comme Georges-Bernard Shaw appelait Napoléon (mais surtout pour se moquer de lui en le montrant en chemise de nuit) -, bref des grands hommes, des grands capitaines, des chefs historiques, des Guides suprêmes de l'humanité.

Il semble en effet (et plus que par le passé) que dans les camps les plus divers et au nom de tous les credos, catholiques ou francs-maçons, fascistes ou démocratiques, libéraux ou pseudo-socialistes, on ne puisse s'empêcher de s'exciter et de se prosterner

dans une admiration servile devant le nom de quelque personnage auquel on attribue tout le mérite du succès de la «cause» en question.

Tous sont d'accord pour attribuer une influence déterminante sur les événements, passés ou à venir, à l'oeuvre et donc aux qualités personnelles des chefs qui occupent le fauteuil suprême: on discute jusqu'à l'écœurement pour savoir si ce rôle doit leur être conféré par des élections démocratiques, par la décision d'un parti politique ou même par un coup de main, mais, tous, aussi bien amis qu'ennemis,

s'accordent pour tout faire dépendre de cette question.

Si ce critère général était vrai, et si nous n'avions pas la force de l'attaquer et de le détruire, il nous faudrait reconnaître que la doctrine marxiste a été mise en échec. Mais au contraire, comme de coutume, nous confirmons aujourd'hui deux positions: 1) le marxisme classique avait déjà mis les grands hommes à la retraite, et sans appel; 2) le bilan de l'oeuvre accomplie par les grands hommes récemment mis en circulation ou récemment retirés de celle-ci confirme notre théorie.

HIER

QUESTIONS ET RÉPONSES

Il est intéressant de voir les réponses de Friedrich Engels aux questions qui lui avaient été posées sur ce sujet. Dans une lettre du 25/1/1894, il parle des grands hommes dans le deuxième point de la deuxième question. Mais les deux questions posées sont liées. Les voici:

1) Dans quelle mesure les conditions

économiques ont-elles une influence causale (attention: ne pas lire *accidentelle*).

2) Quelle est la part: a) du facteur racial, b) du facteur individuel, dans la conception de l'histoire de Marx et d'Engels?

Mais il est aussi intéressant de voir la question à laquelle répondait une lettre précédente, du 21 septembre 1890: comment Marx et Engels lui-même comprennent le principe fondamental du matérialisme histo-

Le battilocchio ...

rique?

Le lien entre ces deux points: rôle du **grand homme** dans l'histoire et rapport exact entre conditions économiques et activité humaine, est clairement expliqué par Engels dans ses réponses, qu'il affirme modestement avoir écrites au fil de la plume et non rédigées avec l'«exactitude» qu'il recherchait quant il écrivait pour le public. Il se réfère ici aux exposés généraux de la conception marxiste de l'histoire qu'il avait donnés dans l'«Anti-Dühring» (1ère partie, chap. 9-11; 2ème partie, chap. 2-4; 3e partie, chap. 1) et surtout dans son limpide essai sur Feuerbach de 1888. Comme exemple lumineux d'application particulière de la méthode, il renvoie au «18 brumaire de Louis Napoléon Bonaparte» de Marx qui décrit en termes mordants celui qu'on peut considérer comme le prototype du **«battilocchio»**, terme que nous allons expliquer dans un instant.

CONTINUITÉ DE VIE

Quitte à faire une digression qui est une anticipation d'un «Fil» en chantier depuis quelque temps, nous voudrions d'abord féliciter l'étudiant inconnu qui posa la question de la première lettre. En général, ceux qui se donnent l'air d'avoir assimilé et digéré et qui prétendent être capables de recracher ce qu'ils ont appris et de pérorer sentencieusement, sont justement ceux qui n'ont rien compris. Les plus simples, ceux qui posent le plus sérieusement les problèmes, sont toujours persuadés qu'ils ont quelque chose de plus à comprendre, alors qu'ils ont déjà une main de maître. Le jeune étudiant qui posa la question à Engels n'utilisait pas l'expression courante «conditions économiques» mais son équivalent plus exact «production et repro-

duction de la vie **physique**». En notre qualité d'élève de la promotion suivante, nous changeons «réelle» en «physique». L'adjectif réel n'a pas le même poids, en effet, dans les langues germaniques et latines.

Nous avons déjà fait allusion ailleurs à des passages de classiques du marxisme où **«production»** et **«reproduction»** vont ensemble. Nous avons cité Engels qui définit la reproduction, c'est-à-dire le domaine de la sexualité et de la procréation, comme la **«production des producteurs»**.

Toute science économique, qu'elle soit métaphysique, c'est-à-dire avec des lois immuables, ou à plus forte raison dialectique, c'est-à-dire tendant à établir la théorie d'une succession de phases et de cycles, serait inutile si nous examinions un groupe, une société de producteurs dont le travail et l'activité économique tendraient certes à satisfaire leurs besoins en conservant leur existence et leur force productive jusqu'à la limite de durée physiologique, mais qui auraient été opérés (disons par un chef raciste!) de façon à ne plus pouvoir se reproduire.

Une telle condition (toutes les écoles économiques en conviendront) modifierait radicalement tous les rapports de production et de distribution de cette hypothétique communauté.

Ceci nous amène à rappeler que la **reproduction** biologique qui prépare les futurs remplaçants du travailleur - avec une dépense considérable de consommation et d'efforts productifs - a autant d'importance que la production qui fournit les aliments (et autres) destinés à **conserv**er la vie physique de ce même travailleur.

Avec Engels et Marx, contre Feuerbach, nous verrons plus tard que l'homme n'est pas tout **amour** ou tout **lutte**. Quoi qu'il en soit, la vision intégrale du double piédestal économique de la société revient à cela: le matérialisme est désormais victorieux tant que nous restons dans le domaine de la **production**: personne ne conteste plus que prédomine là le critère de la somme matérielle des résultats; et il est facile de fonder là-dessus la théorie des luttes, en passant des affrontements des molécules «Homo economicus» (l'individu qui aurait à la place du coeur un bureau de comptable) à l'affrontement entre les classes, où se résume toutes les formes d'activité humaine. Dans le domaine de la génétique et de la sexualité à l'inverse, les ingénus trouvent qu'il est vraiment difficile d'éliminer les facteurs mystiques et transcendants, et d'expliquer l'attraction entre l'homme et la femme - précisément en l'élevant au-dessus de la misère de la civilisation moderne - en termes de causalité économique: c'est pourtant là qu'il faut solidement baser les fondements de la doctrine du socialisme révolutionnaire.

C'est poser le problème de façon absurde que de se demander pourquoi l'individu cherche économiquement le profit et se reproduit érotiquement. Nous voyons l'effort pour maintenir vivants et valides, au travers du processus de la multiplication et de la conservation de l'espèce, les éléments actifs en des cycles plus vastes que ceux dans lesquels se développent l'idiote crainte de la mort et la stupide croyance en l'éternité du sujet individuel. Ce sont là les produits caractéristiques des sociétés infestées par la domination des classes exploiteuses, parasites du travail et de l'amour.

La malédiction de la sueur et de la douleur - idéologie définissant les sociétés à domination de classe, c'est-à-dire fondées sur les monopoles de l'oisiveté et du plaisir - sera définitivement levée par le socialisme.

NATURE ET PENSÉE

Le lien entre la question examinée ici, celle des personnalités historiques, et la question plus générale de la conception matérialiste, apparaît immédiatement. Admettez un seul instant que l'évolution, le développement, l'avenir d'une société, voire de l'humanité, dépendent d'une façon décisive de l'apparition, de la présence, du comportement d'un seul homme; il ne vous sera plus possible de penser et d'affirmer que la cause

première de toute les événements sociaux se trouve dans les conditions et les situations économiques qui sont **analogues** pour les grandes masses des «autres» individus, les «normaux», les «petits».

Si en effet ce trajet long et difficile - que nous n'avons jamais réduit à un simple automatisme - qui mène du parallélisme dans les conditions de travail et de consommation au grand événement final, à la révolution sociale, au passage du pouvoir d'une classe à l'autre, à la destruction des formes qui déterminaient ce parallélisme des rapports de production - devait **passer par la tête** (critique, conscience, volonté, action) d'un seul homme au sens que celui-ci serait un élément **nécessaire** (c'est-à-dire tel qu'en son absence ce mouvement ne pourrait plus se produire), alors il faudrait admettre qu'à un certain moment toute l'histoire réside «dans la pensée» et dépend d'un acte de cette pensée. Il y a là une contradiction insurmontable, parce si nous l'admettons, il faut alors nécessairement s'incliner devant la conception opposée à la nôtre, qui affirme qu'il n'y a pas de causalité, pas de lois dans l'histoire mais que tout y est hasard imprévisible et contingence, bref qu'elle peut être étudiée **après**, mais jamais **avant** l'évènement. On aura mis chaque fois, ni plus ni moins, devant l'ennemi.

Comment nier que la naissance de ce géant soit un hasard, comment éviter de ramener tout le domaine de la **reproduction** au faux pas d'un ... spermatozoïde ?

Nous avons durement combattu la conception plus moderne, plus rationnelle de cette mystique du grand homme, typique de l'illuminisme bourgeois, qui voulait **faire passer** préventivement le fait historique, non pas par **un seul**, mais par **tous les cerveaux**, en posant l'éducation et la **conscience** de tous comme préalable à la lutte révolutionnaire. Mais plus déficiente encore que cette conception boiteuse et unilatérale, est la théorie qui concentre tout dans la boîte crânienne d'un seul individu, ce qui ne pourrait guère se produire autrement que par l'union, si souvent évoquée dans la tradition, d'un homme et d'une divinité.

Nous avons démolé la théorie, encore plus stupide que celle de la conscience populaire universelle, qui se base pour manoeuvrer l'histoire sur **la moitié plus un** des cerveaux, parce qu'elle faisait pitié du point de vue marxiste; et nous laisserions envie la théorie du cerveau unique? Pourquoi pas alors celle du reproducteur unique, de l'éta-lon humain, à l'évidence moins grossière?

Revenons à la question: ce qui est premier, est-ce la nature ou la pensée? Ou en d'autres termes: l'histoire de l'espèce humaine est-elle un aspect de la nature réelle ou une «parthénogénèse» de la pensée ?

Le court essai d'Engels sur Feuerbach ou plutôt contre une apologie de Starcke (essai qu'il définit comme à son ordinaire, comme une simple esquisse générale ou tout au plus quelques illustrations de la conception matérialiste de l'histoire), résume d'une part l'histoire de la philosophie, et d'autre part l'histoire de la lutte des classes, dans un système magnifique par sa concision et son ampleur.

BAS LES CARTES !

Il y aurait là matière à un exposé-fléuve de quelques demi-journées avec le commentaire adéquat. Contentons-nous de relever les caractéristiques habituelles pour prouver son **identité**.

L'auteur rappelle qu'historiquement, c'est de l'idéaliste Hegel dont la philosophie avait pu être adoptée par la droite conservatrice et réactionnaire allemande que dérive le matérialisme Feuerbach, sous l'influence du matérialisme et de la révolution française, puissants précurseurs. En un certain sens, c'est de Feuerbach que dériveront les conceptions bien différentes de Marx et Engels, après une vague d'admiration autour de 1840, lorsque parut «L'essence du christianisme» et après une critique (non moins radicale que celle que Feuerbach avait faite d'Hegel) que Marx résume dans ses fameuses Thèses de 1845, restées inconnues pendant plus de quarante ans, et qui s'achèvent par la onzième

me: «*Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde, il s'agit maintenant de le transformer*».

Hegel avait déjà mis au premier plan l'activité humaine, mais son idéalisme absolu n'avait pu donner à cette prémisse son développement révolutionnaire dans le domaine de l'histoire. Selon lui, la société future avec son dessein et son modèle, serait déjà contenu de toute éternité dans l'**idée** absolue: découverte et développée par l'esprit d'un philosophe, selon les normes de la pensée pure, l'idée trouve sa réalisation intégrale quand ces résultats se transmettent dans le système du droit et dans l'organisme de l'Etat. Pourquoi ne pouvons-nous pas accepter cette théorie? Pour deux raisons, qui constituent les deux faces dialectiques d'une raison unique. Nous nions qu'il puisse y avoir un point d'aboutissement définitif, indépassable, de l'histoire. Nous nions que les propriétés et les lois de la pensée puissent être déjà données avant que s'ouvre le cycle de la nature et de l'espèce.

Mais citons plutôt. «*Pas plus que la connaissance, l'histoire ne peut trouver un terme achevé dans un état idéal parfait de l'humanité; une société parfaite, un "Etat" parfait sont des choses qui ne peuvent exister que dans l'imagination; tout au contraire toutes les situations qui se sont succédées dans l'histoire ne sont que des étapes transitoires dans le développement sans fin de la société humaine progressant de l'inférieur vers le supérieur*».

Hegel a dépassé tous les philosophes précédents en mettant en évidence la dynamique des contradictions dont se compose le long chemin de l'humanité jusqu'à nos jours. Malheureusement, comme tous les autres philosophes, et comme tous les philosophes possibles, il a emprisonné et figé ce vivant bouillonnement vivant des contradictions de l'histoire dans son «système». «*Toutes ces contradictions étant supprimées une fois pour toutes, nous arrivons à la prétendue vérité absolue; l'histoire mondiale est terminée et cependant il faut qu'elle continue, bien qu'il ne lui reste plus rien à faire: donc contradiction impossible à résoudre*».

Dans ce passage Engels fait tomber la vieille objection reprise par Croce peu avant sa mort (voir la réfutation dans *Prometeo* n° 4 de la 2e série), selon laquelle le matérialisme marxiste **assignerait un terme à l'histoire**, parce qu'il a dit que la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie sera la dernière des luttes des classes. Dans son incorrigible anthropomorphisme, tout idéaliste confond la fin de la lutte des classes économiques avec la fin de toute contradiction et de tout développement dans le monde, dans la nature et dans l'histoire. Enfermé qu'il est dans les limites étroites (lumière pour lui, pour nous ténèbres) d'une boîte crânienne, il ne peut pas voir que le communisme sera à son tour une lutte intense et imprévisible de l'espèce pour la **vie**, que nul ne connaît encore: car on ne peut pas plus appeler «vie» cette solitude stérile et pathologique du **moi**, que le trésor de l'avare ne constitue une «richesse», même pour lui.

L'ESPRIT ET L'ÉTRE

Feuerbach arrive et il élimine l'antithèse. La nature n'est plus l'expression de l'idée (lecteur ne perd pas le fil; il n'est pas rompu, nous allons vers la thèse que l'histoire n'est pas l'expression du *Battilocchio*). Il n'est pas vrai que la pensée soit l'élément primordial, et la nature l'élément dérivé. Le matérialisme est **remis sur son trône**, au grand enthousiasme des jeunes, y compris du jeune Marx: «*La nature existe indépendamment de toute philosophie; elle est la base sur laquelle, nous autres hommes, nous-mêmes produits de la nature, avons grandi; en dehors de la nature et des hommes, il n'y a rien et les êtres supérieurs créés par notre imagination religieuse ne sont que le reflet fantastique de notre être propre*». Jusqu'ici, le vieil Engels lui-même applaudit, s'arrêtant juste pour se moquer de la notion que

(Suite en page 5)

Pour que l'action du parti soit véritablement organique et pour qu'il puisse avoir une fonction collective qui dépasse et élimine tout personnalisme et tout individualisme, le parti doit répartir ses membres entre les diverses fonctions et activités qui constituent sa vie. La succession des camarades à ses tâches est un fait naturel qui ne peut obéir à des règles semblables à celles des carrières des bureaucraties bourgeoises. Dans le parti, il n'y a pas de concours pour disputer des positions plus ou moins brillantes ou plus ou moins en vue (...).

Le capitalisme, forme historique de production qui mystifie et dissimule le monopole d'une classe minoritaire derrière le mythe du droit de tous les hommes à la propriété privée, a eu besoin de grands noms d'une notoriété croissante pour désigner les articulations de ses structures et les étapes de son évolution, devenue aujourd'hui une involution. Au cours du long cycle bourgeois, dont l'histoire pèse comme un joug sur nos épaules de rebelles, c'était au départ l'homme le plus capable et le plus fort qui obtenait la plus grande notoriété et visait le pouvoir suprême; aujourd'hui où le philistinisme petit-bourgeois domine, le plus vil et le plus faible peut devenir un personnage grâce aux sales méthodes publicitaires.

Notre parti, dont la tâche est si difficile, fait actuellement tous les efforts pour se libérer à tout jamais de la vague de trahison qu'on a cru pouvoir identifier à des noms d'hommes illustres, et pour rejeter définitivement la méthode qui consiste, pour atteindre ses objectifs et remporter des succès, à fabriquer une stupide notoriété en faisant de la publicité pour d'autres noms d'individus. Dans aucun des méandres de sa route, le parti ne doit manquer de la volonté et du courage de lutter pour ce résultat, qui anticipe véritablement l'histoire et la société de demain.

Thèses de Milan (1966)

Sur le Fil du Temps

LE BATTILOCCHIO DANS L'HISTOIRE

(Suite de la page 5)

l'auteur substitue à l'impératif moral de Kant sur le plan de l'activité pratique: l'**amour**. Il ne s'agit pas ici de l'acte sexuel, mais de la solidarité, de la fraternité «innée», qui unit les hommes C'était là-dessus que se rattachait le «socialisme vrai» de l'époque, socialisme bourgeois et prussien, incapable de saisir la nécessité de l'activité révolutionnaire, de la lutte des classes, de la destruction des formes bourgeoises.

C'est là où Engels résume la conception marxiste qui conserve le fondement du matérialisme, mais en le libérant des entraves métaphysiques et de l'impuissance dialectique qui le figeaient dans la même immobilité historique que l'idéalisme, et ce malgré son apparence de volonté et d'activité pratique.

Engels explique le problème en partant de la formation des images et des pensées chez les peuples primitifs. Nous ne pouvons ici que glaner quelques citations pour préciser notre point de vue, mais il serait utile d'encadrer et de compléter tout cela, en particulier dans les passages où rapproche ses déductions de l'apport des différentes sciences positives. Nul doute que l'avenir y pourvoira.

«La question du rapport de la pensée à l'être, de l'esprit à la nature (...) ne pouvait être posée dans toute sa rigueur et ne pouvait acquiescer tout son sens que lorsque la société européenne se réveilla du long sommeil hivernal du moyen âge chrétien. La question de savoir quel est l'élément primordial, l'esprit ou la nature, a pris vis-à-vis de l'Eglise, cette forme aiguë: le monde a-t-il été créé par Dieu, ou existe-t-il de toute éternité?»

Selon qu'ils répondaient de telle ou telle façon, les philosophes se divisaient en deux camps: matérialisme et idéalisme.

Ceux qui considéraient la nature (l'être) comme l'élément primordial étaient matérialistes, ceux pour qui c'était l'esprit (la pensée) étaient idéalistes. Mais alors il faut faire intervenir l'acte créateur et il est intéressant de relever ici l'appréciation marxiste de l'idéalisme, dans cette formule lapidaire: «Cette création est souvent chez les philosophes, par exemple chez Hegel, **beaucoup plus embrouillée et plus impossible encore que dans le christianisme**».

Mais une fois expliquée cette séparation des philosophes en deux groupes, la question des rapports de l'être et de la pensée n'est pas épuisée. Sont-ils étrangers l'un à l'autre ou y a-t-il identité entre eux? La pensée humaine est-elle en état de connaître et de décrire pleinement le monde réel? Il y a des philosophes qui ont séparé et opposé les deux éléments: l'objet et le sujet. Kant, entre autres, avec son insaisissable «chose en soi». Hegel surmonte l'obstacle, mais en idéaliste, c'est-à-dire qu'il absorbe la chose et la nature dans l'Idée qui, par conséquent, peut fort bien saisir et comprendre sa propre émanation. C'est ce que Feuerbach dénonce et combat: «La préexistence des "catégories logiques" de Hegel, antérieures au monde matériel n'est rien d'autre qu'une survivance fantasmagorique de la croyance en un créateur supraterrestre». Mais ceci n'est suffisant que pour la tâche de démolition critique.

Dans un clair exposé, Engels reproche à cette attitude, que la culture allemande ne sut pas dépasser, son incapacité à comprendre la vie de la société humaine comme un mouvement et un processus incessants, malgré les bases posées par Hegel. Cette conception anti-historique condamnait le Moyen-Age comme une espèce de parenthèse inutile et obscure (de même aujourd'hui comme Engels alors, les marxistes doivent refuser la manière dont l'antifascisme et l'antnazisme ont orienté leur lutte, et leur critique de la période que nous venons de vivre) et elle ne savait pas en analyser les causes et les effets, ni en apercevoir les grands progrès et les immenses apports pour l'avenir.

«Tous les progrès réalisés dans les scien-

ces de la nature ne leur servirent que d'arguments contre l'existence du Créateur». Ils mériteraient bien la moquerie que s'étaient attirés les premiers socialistes réformistes français: «Donc, l'athéisme, c'est votre religion!».

LE DRAME ET LES ACTEURS

Puis vient la présentation organique du matérialisme historique, la meilleure peut-être qui ait jamais été écrite. Le pas que Feuerbach n'avait pas osé, est désormais franchi: remplacer le «culte de l'homme abstrait» par la «science de l'homme réel et de son développement historique».

On revient ainsi un moment à Hegel: il avait instauré (et non découvert) la dialectique, mais pour lui, il s'agissait de «l'évolution autonome du concept». Chez Marx elle devient «le reflet dans la conscience humaine du mouvement dialectique du monde réel». Comme dans la célèbre formule, elle est remise sur ses pieds alors qu'elle était sur la tête.

Engels commence alors l'exposé de la science de la société et de l'histoire, selon une méthode analogue à celle qui s'applique aux sciences de la nature. Mais nul n'ignore les caractères de ce «domaine» particulier de la nature qu'est la vie de l'espèce humaine. Comme nous avons hâte d'en arriver aux «réponses» d'Engels, nous nous contenterons de citer quelques passages fondamentaux:

«Dans la nature, il y a uniquement des agents inconscients (...). Par contre, dans l'histoire de la société, ceux qui agissent sont exclusivement des hommes doués de conscience, agissant avec réflexion ou passion, et poursuivant des buts déterminés (...). Mais cette différence, quelle que soit son importance pour l'investigation historique, surtout d'époques et d'événements pris isolément, ne peut rien changer au fait que le cours de l'histoire est sous l'emprise de lois générales internes. (...) Ce n'est que rarement que se réalise le dessein formé (...). C'est ainsi que les conflits des innombrables volontés et actions individuelles créent, dans le domaine historique, une situation tout à fait analogue à celle qui règne dans la nature inconsciente. Les buts des actions sont voulus, mais les résultats que donnent réellement ces actions ne le sont pas ou, s'ils semblent, au début correspondre malgré tout au but poursuivi, ils ont finalement des conséquences tout autres que celles qui ont été voulues (...). Les hommes font leur histoire, quelque tournure qu'elle prenne, en poursuivant chacun leurs fins propres (...) et c'est précisément la résultante de ces nombreuses volontés agissant dans des directions différentes et de leurs répercussions variées sur le monde extérieur qui constitue l'histoire (...). Mais s'il s'agit de rechercher les forces motrices qui - consciemment et, il faut bien le dire souvent inconsciemment - se situent derrière les mobiles des actions historiques des hommes et qui constituent en fait les forces motrices dernières de l'histoire, il ne peut pas tant s'agir des motifs des individus, si éminents soient-ils, que de ceux qui mettent en mouvement de grandes masses, des peuples entiers, des classes entières; et encore des raisons qui les poussent non à une effervescence passagère et à un feu de paille rapidement éteint, mais à une action durable, aboutissant à une grande transformation historique».

Ici la partie philosophique laisse la place à la partie historique jusqu'au grand mouvement du prolétariat moderne. Ceci met fin à la philosophie dans le domaine de l'histoire comme dans celui de la nature. «Il ne s'agit plus d'imaginer des enchaînements dans sa tête, mais de les découvrir dans les faits».

LIMPIDES ORACLES

Souvenez-vous des questions posées et écoutez les réponses d'Engels qui confirment nos positions. Elles ne sont pas obscures et ambiguës comme celles de l'oracle antique, mais transparentes.

Réponse à la question indiquée au début, celle de 1890:

«Le facteur déterminant dans l'histoire est, en dernière instance, la production et la reproduction de la vie matérielle.

«La situation économique est la base, poursuit Engels, mais les divers éléments de la superstructure - les formes politiques de la lutte de classes et ses résultats, les constitutions établies par la classe victorieuse une fois la bataille gagnée, les formes juridiques, et même les reflets de toutes ces luttes matérielles dans le cerveau des participants, théories politiques, juridiques, philosophiques, conceptions religieuses et leur développement ultérieur en systèmes dogmatiques - exercent aussi leur action sur le cours des luttes historiques, et dans beaucoup de cas en déterminent de façon prépondérante la forme. C'est dans l'interaction de tous ces facteurs que le mouvement économique finit par se frayer un chemin comme une nécessité, au travers d'une infinie multitude de contingences».

A la première question de la lettre de 1894 sur l'influence causale des conditions économiques:

«Par conditions économiques, que nous considérons comme la base déterminante de l'histoire de la société, nous entendons la manière dont les hommes produisent leurs moyens d'existence et échan- gent leurs produits entre eux (tant qu'existe une division du travail). Toute la technique de la production et du transport y est donc comprise. (...) Ceci détermine la division de la société en classes, les conditions de patron et de serviteur, l'Etat, la politique, le droit, etc.

«Si, comme vous le dites, la technique dépend en très grande partie de l'état de la science, à plus forte raison celle-ci dépend-elle des conditions et des exigences de la technique (...). Toute l'hydrostatique (Torricelli, etc.) est née du besoin que l'Italie a ressenti aux XVIe et XVIIe siècles de régulariser les cours d'eau descendant des montagnes». (Voir les divers articles de notre journal et notre revue sur la précocité de l'entreprise capitaliste agricole en Italie, et sur la décadence de la technique moderne de la protection des eaux, lors des inondations du Pô).

A propos du premier point de la question

AUJOURD'HUI

CORRESPONDANCE RÉCENTE

Voici ce que nous écrivions à une camarade ouvrière qui, s'excusant à tort de l'imperfection de son exposition, a su poser la question de façon très expressive. Nous transcrivons une partie de notre réponse:

«Tu écris: "Tu as raison de dire qu'un marxiste doit s'en tenir aux principes et non aux hommes... Si nous disons que les hommes ne comptent pas et qu'il faut les laisser de côté, dans quelle mesure est-ce juste si ce sont les hommes qui déterminent en partie les faits? Si les hommes sont en partie responsables de la pagaille qu'il y a, nous ne pouvons pas les laisser complètement de côté". Ce n'est pas une façon "boiteuse" de poser la question: tu la poses très correctement au contraire au contraire».

Les faits et les actes sociaux dont nous nous occupons en tant que marxistes sont faits par les hommes, ils ont les hommes pour acteurs. Vérité indiscutable. Sans l'élément humain, notre théorie ne tient pas debout. Mais traditionnellement, cet élément est considéré d'une façon tout à fait différente de celle introduite par le marxisme.

Ton expression simple peut s'énoncer de trois manières différentes. Le problème révèle alors toute sa profondeur, et tu as le mérite d'en approcher: Les événements sont faits par des hommes. Les événements sont faits par les hommes. Les événements sont

2, le facteur racial, nous ne citons que ce brûlant apophtegme: «La race est un facteur économique». N'aviez-vous pas entendu: production et reproduction? La race est une chaîne matérielle d'actes de reproduction.

Enfin le deuxième point, qui concerne le Battilocchio; c'est sur cette citation que nous quitterons le magnifique Friedrich.

«Ce sont les hommes qui font eux-mêmes leur histoire, mais jusqu'à présent, ce n'est pas selon une volonté générale et un plan d'ensemble, même dans le cadre d'une société limitée. Leurs aspirations se contrarient; c'est pourquoi, dans chaque société prévaut la nécessité dont la contingence forme le complément et la manifestation. C'est alors qu'apparaissent ce qu'on appelle les grands hommes. Qu'un grand homme donné, et justement celui-là, naisse dans une époque donnée et dans un endroit donné, c'est naturellement un pur hasard. Mais si nous l'éliminons, il y aussitôt demande d'un remplaçant, et on le trouve tant bien que mal, mais à la longue on le trouve. Que Napoléon ait justement été ce Corse, ce dictateur militaire dont avait absolument besoin la République française, épuisée par les guerres, c'est un pur hasard: mais qu'en l'absence de Napoléon, un autre un autre aurait pris sa place, c'est prouvé par le fait que chaque fois qu'on a eu besoin d'un homme, on l'a toujours trouvé: César, Auguste, Cromwell, etc.».

Engels entendait bien les cris du public: et Marx? et il lui donne aussi son congé: Thierry, Mignet, Guizot écrivirent des histoires d'Angleterre qui tendaient au matérialisme historique, Morgan y arriva de son côté, bref «les temps étaient mûrs et cette découverte devait être faite» (cette fois ce n'est pas nous qui soulignons).

Et pourtant dans une note du «Feurbach», Engels écrit: «Marx était un génie, nous n'étions que des talents». Il serait regrettable que tous n'aient pas compris, après toute cette démonstration, qu'il y a entre les individus des différences considérables, pour le potentiel de la machine-cerveau comme pour la force des muscles.

Mais ayant pris justement l'exemple le plus élevé, celui de «l'homme providentiel» de G-B. Shaw, pour le liquider, nous ne nous imaginons pas nous être débarrassés des «crétins providentiels», de ces malheureux qui se proposent de remplir le vide que l'histoire leur réserverait, et qui s'inquiètent à la pensée qu'ils pourraient manquer à l'appel de la gloire.

faits par l'homme Pierre, l'homme Paul, l'homme Jean.

L'homme est d'une part animal, de l'autre un être pensant. Ce qui nous distingue nous, marxistes, des "autres", ce n'est pas seulement le fait qu'eux affirment que l'homme pense d'abord et qu'ensuite les effets de cette pensée déterminent les rapports sa vie matérielle et même animale - alors que nous, nous disons qu'à la base de tout se trouvent les rapports physiques, animaux de nutrition, etc.

C'est que justement le problème ne concerne pas l'individu pris individuellement, mais l'homme considéré dans la réalité des ensembles sociaux et de leurs rapports. Or, la façon dont les hommes interviennent (excuse les grands mots) dans l'histoire peut se formuler de trois manières. Les voici:

Les systèmes religieux ou autoritaires traditionnels disent: un Grand Homme, ou bien un envoyé de Dieu pense, parle: les autres apprennent et agissent.

Les idéalistes bourgeois plus récents disent: la raison, qui est le partage de tous les hommes civilisés, détermine certaines directives qui font que les hommes agissent. Ici aussi il y a certains hommes particuliers qui tranchent sur les autres: penseurs, agitateurs, tribuns, d'où viendrait l'élan initial.

Quant aux marxistes, ils disent: l'action commune des hommes, ou, si l'on veut,

ce qu'il y a de commun ou non dans l'action des hommes, est déterminé par des poussées matérielles. La conscience et la pensée viennent après, et elles déterminent les idéologies de chaque époque.

Et alors? Pour nous comme pour tous les autres, ce sont bien les actions humaines qui deviennent les facteurs historiques et sociaux. Qui fait la révolution? Des hommes, bien sûr.

Mais pour les premiers, l'élément premier c'était l'Homme éclairé, prêtre ou Roi.

Pour les seconds, c'était la conscience et l'idéal qui s'est emparé des esprits.

Pour nous, c'est l'ensemble des données économiques et la communauté des intérêts.

Nous non plus, nous ne réduisons pas les hommes, qui sont des créateurs ou des acteurs, à n'être que des marionnettes dont les fils sont tirés ... par l'appétit. Sur la base de toute cette communauté de classe, il existe une série de et de niveaux complexes: tous n'ont pas la même disposition à agir et encore moins la même capacité de saisir et d'exposer la théorie commune.

Mais ce qu'il y a de nouveau, c'est que contrairement aux révolutions précédentes, nous n'avons plus besoin - même à titre de symboles -, d'hommes particuliers, ayant une individualité et un nom particuliers.

L'INERTIE DE LA TRADITION

Le fait est que, dans la mesure précisément où les traditions sont dures à disparaître, les hommes très souvent agissent sous l'influence de la passion pour le Chef. Alors, pourquoi ne pas «utiliser» cet élément passionnel qui, bien entendu ne change pas le cours de la lutte de classes, mais qui peut favoriser le regroupement des forces et précipiter l'affrontement?

Or, il me semble que l'histoire de toutes ces décennies comporte de dures leçons dont l'essentiel se ramène à ceci: on ne peut renoncer à agir et à vaincre à travers les hommes et c'est justement pourquoi nous de la Gauche, nous avons soutenu que la collectivité d'hommes qui luttent ne peut pas être toute la masse, ni même la majorité de celle-ci, mais que ce doit être le parti (**un parti pas trop grand**) et les groupes de l'avant-garde qu'il organise. Mais les **noms** qui galvanisent les foules, en ont entraîné dix hommes et en ont égaré mille. Freinons donc cette tendance, et supprimons, autant que possible, non les **hommes**, bien sûr, mais l'Homme avec son Nom particulier et son curriculum vitae particulier.

Je connais la réponse qui impressionne facilement les camarades ingénus: LÉNINE. Et bien il est sûr qu'après 1917 nous avons gagné à la lutte révolutionnaire beaucoup de militants, parce qu'ils étaient convaincus que Lénine avait su faire la révolution et l'avait faite: ils sont venus, ils ont lutté et ensuite ils ont mieux approfondi notre programme. Avec cet expédient, des prolétaires, des masses entières se sont mises en mouvement qui, peut-être, auraient continué à dormir. Admettons. Et après? N'est-ce pas ce même nom qui sert aujourd'hui de levier pour la totale corruption opportuniste des prolétaires? Nous en sommes au point où l'avant-garde de la classe ouvrière est bien moins avancée qu'avant 1917, quand il y avait bien peu de gens pour connaître ce nom.

Alors je dis que dans les positions et les directives de Lénine se résume le meilleur de la doctrine collective du prolétariat, de la véritable politique de classe, mais son nom, en tant que tel présente un bilan négatif. Il est évident qu'on a exagéré: Lénine lui-même en avait plein les bottes des hyperboles personnelles. Il n'y a que les petits hommes qui se croient indispensables à l'histoire. Lorsqu'il entendait de telles choses, Lénine riait comme un enfant. Il était suivi, adoré, il n'était pas compris.

Est-ce que j'ai réussi par ces quelques lignes à te donner une idée de la question?

Le temps viendra où un puissant mouvement de classe aura une théorie et une action correctes, sans avoir à exploiter les sympathies pour des noms. Je crois qu'il viendra. Celui qui n'y croit pas ne peut être que quelqu'un de sceptique envers l'analyse marxiste de l'histoire, ou pire encore, un traître vendu à l'ennemi.

Comme tu le vois, je n'ai pas mis en parallèle l'effet historique de l'enthousiasme pour Lénine avec l'effet néfaste de milliers de chefs renégats, mais avec les effets négatifs du nom de Lénine lui-même et je ne me suis pas aventuré non plus sur le terrain dangereux du: "Ah, si Lénine n'était pas mort!". Staline aussi était un marxiste en règle, et un homme d'action de premier ordre. L'erreur des trotskystes, c'est de chercher à expliquer ce gigantesque reflux de la force révolutionnaire par la sagesse ou par le tempérament des hommes».

FIGURES D'ACTUALITÉ

Pourquoi avions-nous appelé la théorie du Grand Homme «**théorie du Battilocchio**»?

Le **battilocchio** est un personnage qui attire l'attention, en même temps qu'il révèle sa totale vacuité. Grand, dégingandé, courbé pour cacher un peu sa tête branlante et ahurie, la démarche incertaine et vacillante. A Naples, on l'appelle **Battilocchio** à cause de ce clignement des yeux de niais et de philistin; à Bologne, pour ne pas tomber dans le localisme, on le traiterait de pantin.

L'histoire et la politique contemporaines, en cette année 1953 (où tout se ressent du fait général et non accidentel, qu'une forme à demi pourrie, le capitalisme, n'arrive pas à crever), nous gratifient d'une constellation de **battilocchi**. Cette époque de marasme propage dans les masses admiratives et serviles la conviction absolue que c'est eux seuls qu'il faut considérer, que partout il s'agit de **battilocchi** providentiels, et que surtout la relève de la garde du régiment des **battilocchi** est le **facteur** (pauvre Friedrich!) déterminant de l'histoire.

Parmi les chefs d'Etat il y a un ineffable trio de **battilocchi** qui se distingue par son manque absolu de nouveauté dans le discours et même d'originalité dans l'attitude: Franco, Tito, Perón. Ces champions, ces oscar de beauté historique, ont atteint le nec plus ultra dans l'art suprême de l'absence totale de signes particuliers: pas de nez dynastiques, pas de regards d'aigles!

Quand à feu Hitler et à feu Mussolini, le premier fait penser au formidable état-major de non-**battilocchi** qui l'entouraient, promus au grade de criminels, et qui non seulement faisaient l'histoire, mais la violentaient à qui mieux mieux! Ce qui excuse le second, c'est qu'il était entouré d'une bande ineffable de sous-**battilocchi** qui le mettait dans le pétrin et qui a cédé la place en 1944-45, à la confrérie du même acabit qui fait aujourd'hui nos délices.

Autre tiercé magnifique (non dans l'espace, mais dans le temps), qui nous fournit la preuve irréfutable que toute succession (par décès ou par élection) produit un effet historique équivalent à zéro multiplié par zéro: Delano, Harry et Ike. Les forces américaines qui occupent le monde, justifieraient qu'on définisse notre époque comme l'**invasion des battilocchi**.

DE TERNES DIADOQUES

Une autre constellation, non moins représentative de l'époque actuelle, est celle des chefs nationaux, récents et présents des pays et partis rattachés à la Russie; ils sont si souvent limogés sans ménagement qu'on ne sait où trouver le plus des **battilocchi**, au fin fond des Balkans ou dans les jupes de Marianne. Quand Alexandre le Grand mourut, l'empire macédonien qui s'était étendu à deux continents, fut morcelé en Etats mineurs confiés à ses différents généraux, qui disparurent bientôt sans laisser de traces. Celui qui se souviendrait de leurs noms serait bien plus fort que nous en histoire.

Quand donc l'histoire a besoin d'un grand homme, elle le trouve, même s'il se peut bien qu'il n'ait pas une grosse tête. Mais quand elle a besoin de **battilocchi**, il peut arriver aussi qu'elle trouve des hommes de valeur. Nous ne traitons personne de crétin.

Le fait est qu'en Italie par exemple, le concours ouvert pour les grandes personnalités concerne des postes qui ont été occupés par des géants de l'histoire. Il s'agit en effet de rejouer en farce ce qui fut autrefois une tragédie solennelle. A l'occasion du soixantième anniversaire de Togliatti, avec un cérémonial basement passéiste, après avoir largement reproduit son curriculum vitae et ses écrits, ils sont arrivés ainsi à cette définition synthétique: **un grand patriote**.

Ce rôle est depuis un siècle usé jusqu'à la corde et il offre peu d'espoir de grandeur qui ne soit pas celle du **battilocchio**. L'histoire a déjà trouvé ses héros, sans trop chercher: Mazzini, Garibaldi, Cavour et tant d'autres qui ne se laisseront pas déloger. En fait de patrie, à vrai dire, il ne nous reste plus grand chose, mais des patriotes, nous en avons à revendre. L'autobus de la gloire révolutionnaire est complet. Cela ne diminue en rien les qualités du candidat actuel. On a exhumé ses écrits de 1919 (à l'époque où on a eu le tort de ne pas leur accorder l'attention qu'ils méritaient): ils lui font honneur. Il n'a jamais cessé d'être marxiste, parce qu'il ne l'a jamais été. Il soutenait à l'époque la même chose qu'aujourd'hui: la mission de la patrie. Un très grand patriote, si vous voulez; Comme une **très grande diligence** à l'époque du train électrique et de l'avion à réaction.

Si après avoir parlé de Lénine, nous n'avons pas mentionné Staline, disparu depuis peu, ce n'est pas par peur qu'une expédition punitive ne vienne prendre notre **scalp** pour en décorer le Mausolée (pratique à laquelle il y a bon espoir qu'on arrive). Staline est encore le rejeton d'un parti anonyme, d'un parti de fer, qui a organisé sous la poussée de forces historiques **qui n'étaient pas accidentelles** un mouvement collectif, anonyme, profond. Ce sont des réactions de la base historique, et non pas les hasards de la mesquine course au succès qui déterminent le tournant de l'histoire où, dans une flamme thermidorienne, le groupe révolutionnaire a dû se brûler lui-même; et si un nom peut constituer un symbole alors même que l'individu en tant que tel ne

compte pour rien dans l'histoire, le nom de Staline reste le symbole de cet extraordinaire processus: la force prolétarienne la plus puissante réduite à l'esclavage et pliée aux exigences de l'édification révolutionnaire du capitalisme moderne sur les ruines d'un monde arriéré et inerte.

La révolution bourgeoise doit nécessairement avoir un symbole et un nom, bien qu'elle aussi, en dernière instance, soit faite par des forces anonymes et des rapports matériels. Elle est la dernière révolution qui ne sait pas être anonyme. C'est pourquoi nous l'avons appelée romantique.

Notre révolution apparaîtra quand on aura fini de se prosterner à deux genoux devant des individus, dans une attitude faite surtout de lâcheté et de désarroi. L'instrument de sa force sera un parti parfaitement homogène dans sa doctrine, son organisation et son combat; un parti qui n'accordera aucun crédit au nom et au mérite de l'individu et qui refusera à l'individu la conscience, la volonté, l'initiative, le mérite ou la faute, pour tout résumer dans son unité nette et clairement définie.

MORPHINE ET COCAÏNE

Lénine a repris à Marx la définition, que beaucoup critiquent parce qu'ils la trouvent vulgaire, de la religion comme opium du peuple. Le culte de la divinité est la morphine de la révolution, dont elle endort les forces agissantes; ce n'est pas un hasard si, lors du récent deuil pour la mort de Staline, on a prié dans toutes les églises de Russie.

Le culte du chef, de l'Etre et de la personne, non plus divine, mais humaine, est un stupéfiant social plus pernicieux encore: nous l'appellerons la cocaïne du prolétariat. L'attente du héros qui enflammera les enthousiasmes et entraînera les foules à la lutte ressemble à l'injection de sympamine; les pharmacologues ont trouvé le terme adéquat: c'est l'**héroïne**. Après une brève exaltation pathologique de l'énergie, survient la prostration chronique et l'arrêt cardiaque. Il n'y a pas de piqûres à faire à une révolution qui hésite, à une société honteusement enceinte de dix-huit mois et qui n'a pas encore accouché.

Nous rejetons la ressource vulgaire qui consiste à se tailler un succès en exploitant le nom d'un homme d'exception et nous crions cette autre définition du communisme: **le communisme est la société qui s'est débarrassée des battilocchi**.

La laïcité, un principe bourgeois

Au sommaire:

- Introduction. Idéologie laïque et «valeurs républicaines», emblèmes de l'oppression de classe • L'«Ecole de Jules Ferry», école de la bourgeoisie • Voile islamique: A bas les lois discriminatoires! Unité prolétarienne contre l'oppression! (*Le prolétaire n°467; Juin-Juillet 2003*) • La guerre scolaire n'est pas un champ de bataille pour les prolétaires (*Le prolétaire n°425; Février-Mars 1994*) • Mobilisation réactionnaire pour la laïcité. (*Le prolétaire n°404; décembre 1989*) • En marge des grèves dans l'enseignement. (*Le prolétaire n°401; Mai-Juin 1989*) • «Lutte Ouvrière» prosternée devant l'éducation bourgeoise (*Le prolétaire n°313; 16 au 29 mai 1980*) • La fonction de l'enseignement dans la société bourgeoise. Extrait de: «L'opportunisme et l'enseignement» (*Le prolétaire n°134; Septembre 1972*) • Contre le culturalisme (Motion Bordiga au Congrès de la Jeunesse Socialiste) (*Programme Communiste n°56; juillet-septembre 1972*) • Lénine. De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion (*Proletari n°45; 13 (26) mai 1909 - Oeuvres Complètes, Tome 15*) • Thèses sur l'Education communiste (1921). Extrait des Thèses adoptées au second Congrès de l'Internationale Communis-

te des Jeunes. (*Le Prolétaire n°313; 16 au 29 mai 1980*) • Sur le fil du temps. Anticléricalisme et socialisme (*Battaglia Comunista n°35; 14-21 septembre 1949*) • Sur le fil du temps. Laïcité et marxisme (*Battaglia Comunista n°36; 21-28 septembre 1949*)

(Brochure 76 pages, 2 €)



«Choisis... tu es libre...»

31

Editions programme - Brochures «le prolétaire»

Famine et lutte contre la vie chère au Niger

**LES RÈGLES DU MARCHÉ CONDAMNENT
DES MILLIONS DE PAYSANS PAUVRES À LA FAMINE**

Le Niger, pays enclavé du Sahel, ancienne colonie française où la majorité des 12 millions d'habitants vit à la campagne, souvent d'une agriculture de simple subsistance, est sous les feux de l'actualité à cause d'une famine meurtrière qui y sévit dans certaines régions; ces derniers jours une association humanitaire dirigée par l'ancien ministre socialiste Kouchner a lancé à grand bruit une opération charitable, avec l'aide de l'armée française qui a décidé de convoier gratuitement les dons. Pour les soldats français il s'agit d'une bien utile opération de relations publiques destinée à redorer leur blason terni par les massacres de Côte d'Ivoire.

En réalité cela fait près d'un an, à la suite des mauvaises récoltes, que le gouvernement nigérien avait été prévenu du risque quasi certain d'une famine; il n'a rien prévu pour la prévenir et a même longtemps essayé de la dissimuler: le sort des paysans misérables comme celui des prolétaires est le cadet des soucis de tout gouvernement bourgeois, africain ou non et il n'était évidemment pas question de porter atteinte à la sacro-sainte propriété par exemple en réquisitionnant des stocks de nourriture. Lorsqu'il ne fut plus possible de cacher la réalité, il ne restait plus au gouvernement qu'à faire appel à la charité internationale.

Mais cette aide tarde à venir, les fonds d'aide d'urgence restant bloqués malgré les beaux discours de l'ONU et autres structures internationales de brigandage impérialiste, car l'Etat nigérien est incapable de payer le prix demandé par le «Programme Alimentaire Mondial» (il n'a pu trouver que le tiers des 13 millions d'euros exigés par le P.A.M.):

**LA LUTTE CONTRE LA VIE CHÈRE
TRAHIE PAR LE COLLABORATIONNISME**

Le gouvernement avait un problème qui le préoccupait davantage: comment rétablir les finances de l'Etat. La solution qu'il a trouvée, avec la bénédiction de la Banque Mondiale et du FMI, c'est **faire payer les pauvres!** C'est ainsi qu'il décida l'augmentation drastique de la TVA, cet impôt qui frappe davantage les plus pauvres; elle fut portée en début d'année à 19 %, soit le maximum au sein des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine, pour revaloriser de 12 % le budget initial de 2005 et le porter de 401 à 450 Milliards de F CFA. Cette hausse (qui contredisait les promesses électorales d'amélioration des conditions de vie des Nigériens), inclut les produits de première nécessité pour la population, après l'eau et l'électricité déjà frappés à ce taux depuis le premier janvier (l'eau l'étant maintenant à partir de 15 m3 au lieu de 25 et l'électricité à partir de 50 KW au lieu de 150). Le sac de riz de 100 kg passe ainsi de 12.500 à 17.500 F CFA, le paquet de lait en poudre (alors que l'eau courante n'est pas accessible à 40 % de la population dans ce pays) de 1.000 à 1.300 et les 250 g de pain de 150 à 180 F CFA; en outre les commerçants en ont évidemment profité pour accroître leur marge bénéficiaire en augmentant encore davantage les prix, après qu'ils aient subi aussi des augmentations d'impôts sur les bénéfices et les patentes.

Devant le mécontentement général, des associations de consommateurs, syndicats et organisations diverses, constituent une Coalition Contre la Vie Chère; une manifestation est décidée pour le 15 mars. Ce jour-là, 100.000 personnes manifestent dans les principales villes du pays, dont 20.000 dans la capitale, Niamey, en direction de l'Assemblée Nationale; les slogans officiels sont de type démocratique du style «l'eau est un droit constitutionnel au Niger», mais d'autres plus spontanés s'en prennent au

tout se paye, même les dons humanitaires, dans notre beau monde capitaliste!

La cellule de crise alimentaire que le gouvernement mit en place pour vendre à moitié prix les stocks de céréales de l'Etat et distribuer les sacs de riz offerts par le Japon et autres, est en outre utilisée par toute une série de profiteurs pour faire des affaires fructueuses plutôt que pour aider véritablement les affamés.

Selon le président de Médecins Sans Frontières, de retour du Niger: «Les autorités nigériennes, main dans la main avec les gros commerçants ont donc estimé que si on distribuait de la nourriture gratuitement on allait aggraver la situation et déstabiliser le cours du mil. Ils ont bloqué jusqu'à mi-juillet cette décision, avec l'aval, au passage, de l'Ambassade de France, de l'Union européenne et des Nations Unies qui, tous, préconisaient les ventes à prix modérés. (...) Au Niger, on vend l'aide d'urgence à des populations qui n'ont pas les moyens de l'acheter» (Libération, 22/7/2005).

Les Autorités nigériennes comme les puissances impérialistes et les organisations internationales ont en effet comme impératif: «le respect maximum des règles du marché»: «Conséquence, beaucoup de familles insolubles n'ont pu se procurer de quoi manger». L'aide alimentaire n'aurait touché ainsi que 20% des populations qui en auraient eu besoin. 3,5 millions de personnes seraient menacées de crever de faim pour que les règles du marché - c'est-à-dire les intérêts des gros commerçants et des gros producteurs sans parler des intermédiaires divers, bref des bourgeois, ne soient pas lésés!

gouvernement et aux députés.

La répression des forces de l'ordre, avec du matériel made in France, est immédiate. A Niamey, 47 manifestants sont arrêtés dont des leaders de la CCVC, inculpés de «violences et voies de faits» et de «dégradation de biens publics». A Zinder, des affrontements avec la police ont lieu. Le gouvernement n'entend pas céder et le ministre des Finances affirme qu'«il n'y a pas mille manières de chercher de l'argent»: il est évident que pour les bourgeois, il faut faire payer les masses laborieuses. Les manifestations sont interdites.

Mais la Coalition appelle alors à la grève générale et à une «journée villes mortes» le 22 mars avec succès. En effet, à Niamey, les banques et les grandes entreprises n'ont pu fonctionner, les 3 grands marchés et la presque totalité des magasins sont restés fermés et même les vendeurs ambulants n'ont pas travaillé; à Zinder les fonctionnaires ont fait grève, les commerces ont baissé leurs rideaux et les taxis n'ont pas circulé. Mais la répression va s'accroître avec de nombreuses arrestations de leaders et de manifestants.

Le 5 avril, une nouvelle journée de manifestations, de grèves et de meetings malgré la répression (de nombreuses arrestations ayant eu lieu après la journée du 22 mars) et les interdictions. Mais si le régime joue la montre, il n'est pas trop serein car, le lendemain, le président Tandja doit s'adresser à la nation, fait exceptionnel puisque, depuis qu'il est au pouvoir, il ne l'a fait qu'une fois: à la suite de mutineries de soldats dans des garnisons de Niamey et Diffa. Lors de son intervention, s'il veut bien reconnaître en parole le droit de manifester, il dénonce le mouvement comme une «menace pour l'Etat» et qualifie ses leaders de «dangereux extrémistes». Tout le problème viendrait du ministre des Finances qui aurait mal expliqué les causes

de l'augmentation de la TVA!

Le même jour, comme par hasard, le patronat quitte le «comité de vigilance» mis peu auparavant en place par le régime, un comité de collaboration des classes où se trouvaient des membres du gouvernement, de l'opposition, du patronat, des syndicats et de... la CCVC, censé discuter entre «partenaires sociaux» d'autres moyens pour trouver l'argent nécessaire au budget de l'Etat. Se sentant en position de force, les capitalistes ne voient plus d'intérêt à continuer cette comédie. Mettant à la trappe la revendication de retrait des mesures gouvernementales, la CCVC appelle à de nouvelles manifestations le 9 avril pour défendre le droit de manifester, la liberté de la presse, la fin de la chasse aux sorcières et la libération des prisonniers. 15.000 personnes manifestent à Niamey et des manifestations ont lieu dans d'autres villes parfois avec des affrontements comme à Agadez (25 arrestations).

Mais la Coalition et les partis d'opposition ont hâte de voir se terminer au plus vite cette agitation qui risque de «dégénérer». Malgré la répression et l'arrestation des éléments les plus combattifs, ou plutôt grâce à cette répression, la CCVC accepte dès le lendemain de signer l'arrêt du mouvement après négociation avec le gouvernement, qui est soutenu par tous les partis d'opposition.

Si certains produits de première nécessité ainsi que l'eau et l'électricité sont pour le moment exclus des hausses, le taux de TVA reste maintenu à 19%.

Si le gouvernement été indéniablement contraint de faire des concessions pour calmer le mécontentement, les travailleurs et les masses nigériennes auraient tort de croire que ces concessions sont autre chose que temporaires.

Mais ils doivent surtout se rendre compte que les dirigeants de la CCVC ont en réalité **vendu la lutte** au moment même où elle pouvait prendre une ampleur menaçante pour la bourgeoisie: c'est bien pourquoi partis gouvernementaux comme d'opposition étaient tous unis pour faire arrêter au plus vite la lutte. Comme partout, les forces collaborationnistes ne peuvent être du côté des prolétaires. La CCVC s'est d'ailleurs bien gardée de mettre dans ses revendications la revalorisation des salaires bloqués depuis 1984 (!), et même diminués de 10 à 30 % chez les fonctionnaires depuis l'arrivée de Tandja. Le salaire minimum pour un prolétaire tourne autour de 30.000 F CFA. Les fonctionnaires de base gagnent à peine plus; mais les catégories plus élevées touchent jusqu'à 200 000 F CFA, soit le double d'un médecin. Par contre, un député gagne 1,5 millions de F CFA, un ministre quasiment autant, Tandja 9 millions de F CFA, le président de l'Assemblée Nationale 10 millions et le premier ministre 12 - ceci bien entendu, sans les bakchichs divers et les trafics en tout genre qui sont l'apanage de ces personnalités et qui constituent l'essentiel de leurs revenus.

Les prolétaires nigériens ont su manifester leur mécontentement en dépit des intimidations et de la répression des autorités.

Pour résister aux attaques de la bourgeoisie nationale et de ses parrains impérialistes (au premier rang desquels se trouve la France qui a la haute main sur les quelques richesses du pays, à commencer par l'uranium dont le Niger est le troisième producteur mondial et dont elle accapare les deux tiers de la production), pour ne pas que leurs luttes soient détournées, il leur faudra **rompre avec le collaborationnisme** et **s'organiser pour la défense de leurs seuls intérêts de classe**: mais c'est un problème que devront résoudre les prolétaires de tous les pays.

**LIBRAIRIES OÙ EST DÉPOSÉE
LA PRESSE DU PARTI**
(extrait de la liste)

Alger: Librairie «El Ijtihad», 9 rue A. Hamani / **Genève:** «Librairie du Boulevard», 34 rue de Carouge / **Aix-en-Provence:** «La divine comédie»/Bouquiniste, place d'Arménie / «Vents du Sud», 7 rue du Mchal Foch / **Albi:** Maison de la presse, Place du Vigan / **Belfort:** Maison de la Presse, 65 Fbg de France / **Clermont-Ferrand:** «Le Papyvore», 3 rue de l'Ente / **La Mede:** Centre Cial Carrefour / **La-val:** Point Presse, Centre Cial Carrefour, 46, Av. Delattre de Tassigny / **Lyon:** «A plus d'un Titre», 4 quai de la Pêcherie / **Marseille:** Librairie «L'Odeur du temps», 35 rue Pavillon / Papeterie-journaux Librairie du Vieux Port, Quai des Belges / **Paidos,** 54 Cours Julien / **Martigues:** Papeterie-journaux, 5 Boulevard Degut / **Mayenne:** Maison de la Presse, 14 rue Aristide Briand / **Montbéliard:** Point-Presse, rue Jacques Foillet / **Montpellier:** «Librairie Sauramps», Le Triangle / Librairie Scrupule, 26 rue du Fbg de Figueurrolles / **Nantes:** «Vent d'Ouest», 5 Place du Bon Pasteur / **Paris:** «La Brèche», 27 rue Taine / «L'Herbe Rouge», 1bis rue d'Alésia / «Librairie Parallèles», 47 rue du Faubourg St Honoré / «Tiers Mythe», 21 rue Cujas / «Quilombo», 23 rue Voltaire / **Pointe-à-Pître:** «Librairie Antillaise», rue Schloecher / **Rennes:** Maison de la presse, 8 Place du Colombier / **Toulouse:** «Les Arcades», Place du Capitole / **Tours:** Librairie, 104 rue Colbert / Maison de la Presse du Beffroi, 36 rue de Jemmanes / **Villeurbanne:** Maison de la presse, 33 avenue H. Barbusse

**SOUSCRIPTION PERMANENTE
3ème liste 2005**

Aix: 64,00 / Alain: 2,50 / Athis-Mons: 1,50 / A la Fête: 19,50 / François: 6,50 / Gilbert: 12,50 / Ju: 2,50 / Manif: 4,00 / Marseille: 30,00 / Paris: 480,00. Lecteurs: 32,00 / Roger: 95,40 / Tours: 100,00 / Victor: 70,00 / Divers: 10,00

**Total liste: 952,90 Euros
Total général: 1977,50 Euros**

Points de contact:

Aix-en-Provence: réunion de lecteurs Samedi 10 septembre. Cafétéria Flunch 15h, Place du Général de Gaulle
Paris: Pour avoir la date et le lieu de la réunion publique de la rentrée, écrire au journal.
Toulouse: Vente au marché St Sernin, tous les dimanches de 11h à 13h 30.

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
Pour la Suisse : Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus.
Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme comunista»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**